



YouTube



Dimanche

10 décembre 2023

18 pages

No. 601

Gratuit

## Financial Crimes Commission

Interview



Vinod Boolell, ancien juge de la Cour suprême

# « Le DG de la FCC sera un 'political executive' »

• « Selon ce projet de loi, on peut mettre quelqu'un sur table d'écoute, l'espionner ou recueillir des informations personnelles sur lui, sans qu'il ne le sache »

Financial Crimes Commission Bill

## Des actions légales envisagées pour le contester

Vidange des fosses septiques pour les maisons de la NHDC

### Des appels d'offres jugés douteux

• Le 'lowest bidder' et l'ancien contracteur écartés cette fois-ci

**Vinay Ancharaz :**

« Un excès de liquidités provoquera bientôt une inflation incontrôlable »

Premier League



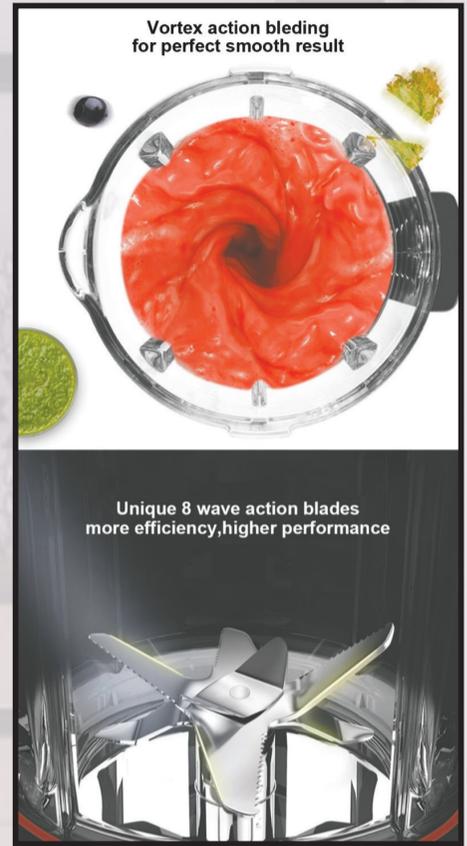
Les Citizens en déplacement à Luton Town

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

**Nutritious and delicious easy operation**



**Cold and hot applicable**  
suitable for all seasons

**Hot Drink**

**Cold Drink**

**Dry Grinding**

**Thickened borosilicate glass jar**

**300°C**  
Resistance to cold and heat shock

**Five layers**  
Composite cup

**health**  
Thickened borosilicate glass

- ⊙ Trace element layer
- ⊙ Antioxidant ion layer
- ⊙ Nanoglobulin layer
- ⊙ Water molecule activated layer
- ⊙ Harden Tempered layer

Medicine herbs      Spices



**Represented by**  
**MULTI HOUSEWARE Co. Ltd**  
 1<sup>st</sup> Floor - Madeleine House  
 54, SSR street, Port-Louis.  
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Vidange des fosses septiques pour les maisons de la NHDC

## Des appels d'offres jugés douteux

### • Le 'lowest bidder' et l'ancien contracteur écartés cette fois-ci

La 'National Housing Development Co. Ltd' (NHDC) se trouve au centre d'une polémique concernant l'octroi de contrats de vidange pour des fosses septiques. Le hic, c'est que la compagnie qui avait décroché les deux derniers contrats pour ce travail, en passant par un appel d'offres en bonne et due forme, n'aurait pas été invitée à soumettre son offre pour le dernier 'restricted bidding'. Pourtant, l'offre qu'il avait auparavant soumise revenait à trois fois moins chère que celle octroyée récemment. D'ailleurs, même le 'lowest bidder' de ce 'restricted bidding' n'a, semble-t-il, pas décroché le contrat. Ce qui soulève des interrogations. A-t-on délibérément choisi de l'écartier afin de favoriser des proches du régime ? D'autant que le montant approuvé par la NHDC pour ce contrat de deux mois, du 22 novembre 2023 à janvier 2024, a grimpé de façon inexplicable, passant de Rs 400 000 à un million de roupies.

Idem pour le volume du travail de vidange devant être effectué.

À titre d'exemple, pour les maisons de la NHDC à Dagotière (Exim), le contrat octroyé suivant un appel d'offres il y a trois ans de cela était d'un montant de Rs 30 800 pour 200 m<sup>3</sup>, et cela pour la durée d'une année toute entière. Or, celui octroyé le 27 novembre est passé à Rs 1 030 500 pour la vidange de 2700 m<sup>3</sup>, et ce pour deux mois seulement ! « C'est insensé puisque cela impliquerait que les résidents de la NHDC de Dagotière (Exim) utilisent chacun 2, 7 millions de litres d'eau sur une période de deux mois », dénonce une source proche du dossier. À savoir que c'est la compagnie D. Seeven Ltd qui a décroché ce contrat. Ses activités ont trait au 'freight transport by road', la vente, la réparation et la maintenance des véhicules, la vente en gros des machineries et d'équipements et 'General Retailer - Foodstuff and

Site	Quantity M3	Rate	Total Amount
Lot 5			92,400
Dagotiere(Firinga III)	600	154	144,760
Dagotiere(Alpha)	940	154	29,700
Vuillemin(STP)	180	165	213,440
Montagne Blanche(Exim-Firinga)	1160	184	21,160
Montagne Blanche(VLC)	115	184	30,800
Dagotiere(Exim)	200	154	36,500
St Pierre(Exim)	250	146	8,760
St Pierre(VLC)	60	146	Rs50,000
Contingency			Rs627,520
Total Amount Quoted			

Non-Foodstuff'. Ce qui fait croire qu'il y a anguille sous roche.

Au sein de la NHDC, on soutient que la pratique des 'informal quotations' pour certains types de travaux ne date pas d'aujourd'hui. Mais au fil des années, un certain nombre d'abus aurait été

noté. D'ailleurs, lorsque l'organisme avait décidé de recourir à des appels d'offres pour ces mêmes travaux, suivant une question parlementaire il y a trois années de cela, le budget dépensé a été réduit par presque un tiers, dit-on. Sauf que les mauvaises habitudes ont ensuite repris le dessus, au détriment des fonds publics...

### Financial Crimes Commission Bill

## Des actions légales envisagées pour le contester

Présenté en première lecture mardi dernier, le 'Financial Crimes Commission Bill' passera en deuxième et troisième lecture à l'Assemblée nationale ce mardi 12 décembre. C'est le seul projet de loi qui sera à l'agenda de cette prochaine séance, probablement l'une des dernières avant les vacances parlementaires. L'empressement du gouvernement à passer ce projet de loi controversé est diversement commenté. Plusieurs hommes de loi ont d'ailleurs déjà pris position contre le FCC Bill alors que le Bar Council sollicite une réunion urgente avec l'Attorney General, Maneesh Gobin.

Valeur du jour, les partis de l'opposition parlementaire et extra-parlementaire ont déjà annoncé leur intention de contester cette loi qui sera votée au Parlement ce mardi. Ils comptent, selon nos informations, entamer une série d'actions légales dès la semaine prochaine afin de faire reculer le gouvernement, surtout par rapport à la clause 142 ayant trait aux pouvoirs du directeur général. Jeudi dernier, l'alliance PTr-MMM-PMSD a annoncé être en consultation avec des hommes de loi pour étudier les voies juridiques. Il nous revient ainsi qu'une 'Stay of Execution' n'est pas écartée.



Certains, à l'instar du leader de l'Opposition, Xavier Luc Duval, sont d'avis que c'est l'actuel Directeur General de l'ICAC, Navin Beekarry, qui sera nommé à la tête de la 'Financial Crimes Commission' (FCC) dès sa création. Or, d'autres pensent que c'est plutôt un ancien juge, estimé proche du pouvoir, qui serait favorisé. Ces derniers s'appuient sur la clause 10(2)(a) qui stipule que le directeur général devra avoir assumé les

fonctions de juge de la Cour suprême. Un poste que Navin Beekarry n'aurait pas occupé, contrairement à cet ancien juge qui a d'ailleurs présidé une commission d'enquête contre un opposant du régime pour le compte du gouvernement.

Ce qui préoccupe le plus dans ce projet de loi, ce sont les pouvoirs qui seront attribués au directeur général de cette nouvelle entité. Ces pouvoirs sont jugés anticonstitutionnels, puisqu'ils

usurpent ceux du DPP. Selon une éventuelle FFC Act, le DG aura le pouvoir de poursuites et d'arrestations. Mais pas que. Il pourra aussi, grâce à un ordre du juge en chambre, mettre quelqu'un sous surveillance. Ce qui pourrait être utilisé à tort et à travers contre des opposants politiques, mais aussi contre des citoyens. Jusqu'ici, seul le DPP pouvait décider des poursuites, tout en garantissant qu'il n'y ait pas d'abus.

## EDITO



Par Zahirah RADHA  
Rédactrice-en-chef

## Gros moyens, petitesse d'esprit

Pravind Jugnauth nourrit une obsession inouïe envers Navin Ramgoolam. Son acharnement contre ce dernier n'a pas de limite. Pour l'écartier de son chemin, le Premier ministre n'épargne aucun effort, aucun moyen, et ne rate aucune occasion pour le diaboliser. Le Parlement n'est pour le Premier ministre qu'un deuxième Sun Trust où il règle ses comptes, quitte à tomber dans la vulgarité et l'absurdité. Mais plus il s'obstine à calomnier Navin Ramgoolam, plus il se rend pathétique et pitoyable, révélant même une certaine monomanie effarante. Ce qu'il ne réalise pas, c'est que ses diatribes laissent transparaître une certaine vulnérabilité et insécurité face à son adversaire principal. Et produisent exactement le contraire de l'effet escompté. Face à lui, Navin Ramgoolam n'en sort pas le moins affecté. Plus important encore, le leader du PTr ne tombe pas dans la même bassesse que celui du MSM, malgré toutes les attaques, souvent sous la ceinture, contre lui. *Fodé ena classe pou kapave fer sa...*

Si Pravind Jugnauth s'acharne autant contre Navin Ramgoolam, c'est qu'il sait que le terrain glisse sous ses pieds. Il revient ainsi, exactement sept ans après sa tentative échouée de mettre sur pied une 'Prosecution Commission', avec une 'Financial Crimes Commission'. Celle-ci sera encore plus dangereuse que la 'Special Striking Team' (SST) mise sur pied davantage pour sévir contre des opposants du régime que pour lutter contre le trafic de drogue. La FCC sera dirigée par un nommé politique qui usurpera ni plus ni moins les pouvoirs du Directeur des Poursuites Publiques (DPP) qui est un poste constitutionnel. Nul besoin d'être sorcier pour comprendre le motif du pouvoir en place. Celui-ci pourra donc tirer les ficelles comme il l'entend contre des adversaires à l'approche des élections, sans que le DPP ne puisse agir comme garde-fou dans l'intérêt de la justice. Et pour voiler le tollé que cela provoque sur le plan légal et politique, il a recours,

une fois de plus, au 'money politics' et aux 'colorable devices'.

Ainsi, outre le rapport de l'Electoral Boundaries Commission' que le gouvernement sort du frigo après trois ans, le réenregistrement des cartes SIM et la nouvelle carte identité digitale qui arrive prochainement en vue d'influencer les résultats des prochaines élections, des mesures ciblées, stratégiques, esthétiques, sont aussi annoncées en cette fin de 2023 pour caresser dans le sens du poil différentes catégories d'électeurs, surtout les travailleurs. Et ce, sans que les problèmes de fond qui affectent notre économie et d'autres secteurs clés comme la santé, l'éducation, le 'law and order' ne soient réglés. La dévaluation constante de la roupie, le fort taux d'inflation, le vieillissement de la population, l'émigration persistante de nos jeunes, le taux vertigineux de la dette publique, l'essoufflement de notre modèle économique sont toujours source d'inquiétudes. Parallèlement, le domaine éducatif préoccupe toujours avec des mesures irréflechies prises à la va-vite, sans consultation, et jouant dangereusement avec l'avenir de nos enfants, tout comme les drogues qui sont disponibles dans les coins et recoins du pays, au nez et à la barbe des autorités qui prétendent pourtant mener une lutte inlassable contre ce fléau. L'absence de méritocratie, favoritisme dans l'octroi des contrats publics, politisation des institutions... Rien ne change.

Pravind Jugnauth dispose aussi d'une autre carte qu'il utilise à outrance : la carte communale. Outre ses discours ciblés dans certaines fonctions religieuses, il a aussi pris la décision de promulguer le lac de Grand-Bassin comme patrimoine national. Il sera désormais connu comme le 'Ganga Talao Spiritual Sanctuary'. Sans doute pour s'attirer les sympathies de la communauté majoritaire. Reste à voir si cela leur fera oublier l'épisode 'Cerf party' et la soirée arrosée durant laquelle le 'Black Label' coulait à flots...

## Économie

## Vinaye Ancharaz :

### « Un excès de liquidités provoquera bientôt une inflation incontrôlable »

L'économiste Vinaye Ancharaz n'y va pas par quatre chemins. Il exprime son inquiétude quant à la poursuite de l'augmentation de l'inflation en 2024, et critique sévèrement la politique monétaire du gouvernement. « Cette situation est 'Government-made' ! Un excès de liquidités provoquera sans doute une inflation incontrôlable dans un avenir proche », s'insurge Vinaye Ancharaz. Ce dernier évoque un 'cercle vicieux' dans lequel le gouvernement entraîne les Mauriciens.

Il dénonce, dans la même foulée, les chiffres de 'Statistics Mauritius' qui sont manipulés. Du Produit Intérieur Brut (PIB) au taux d'inflation, tous les chiffres sont trafiqués de manière à favoriser le gouvernement en place et à présenter une image positive. Il déplore le fait que depuis 1990, l'île Maurice n'ait jamais connu une inflation supérieure à 11%. Selon lui, le chiffre de 7.1% publié par 'Statistics Mauritius' est erroné et loin de la réalité. « C'est le FMI qui affirme que les chiffres de 'Statistics Mauritius' sont manipulés », soutient-il.

### Les personnes âgées laissées sur la touche

Avec la compensation salariale annoncée par le ministre des Finances la semaine dernière, l'économiste est d'avis que le gouvernement entraîne la population dans une spirale inflationniste sans précédent. Il déplore également le fait que les 'Senior Citizens' ont été laissés de côté en ce qui concerne l'ajustement des pensions. « Il y a beaucoup de spéculations concernant l'augmentation de la pension de vieillesse. Le gouvernement pourrait même annoncer l'année prochaine une augmentation dépassant les Rs 15 000. Cependant, entre-temps, nos aînés souffrent énormément. Ils sont des 'fixed income earners' et la cherté de la vie commence à peser lourd pour eux », explique l'économiste.

Ce dernier dénonce également le fait que le régime actuel n'a pas ajusté la pension avec la compensation salariale, contrairement à tous les gouvernements précédents. « Les médicaments non disponibles dans les hôpitaux coûtent cher et les personnes âgées en souffrent ! », martèle Vinaye Ancharaz.

### PMEs en difficulté

Commentant l'annonce faite par Renganaden Padayachy lors de la conférence de presse du jeudi 7 décembre, lors de laquelle il déclarait que le gouvernement viendrait en aide aux entreprises incapables de payer le nouveau salaire minimum, Vinaye Ancharaz évoque la lourdeur bureaucratique du processus. « Le gouvernement doit réaliser un audit



systematique et cibler les entreprises à aider », déclare-t-il. L'économiste est d'avis qu'avec l'augmentation du salaire minimum couplée à la compensation salariale, le fardeau sera extrêmement lourd pour les PME.

Il s'interroge sur la question de savoir si le gouvernement continuera à verser la 'CSG Income Allowance' aux entreprises ayant des chiffres d'affaires élevés, ou s'il choisira de cibler son aide en fonction des besoins réels des entreprises. « Il est impossible que le gouvernement paie ces Rs 2000 pour toutes les entreprises de manière générale. Il faudra effectuer un ciblage systématique pour venir en aide aux entreprises qui en ont réellement besoin. Le gouvernement doit en assumer la responsabilité afin que la population ait confiance dans le système, mais il faut s'attendre à des disparités et des abus ! », prévient-il.

Il évoque également le cas du remboursement des Rs 5/L de diesel aux PME. « Jusqu'à aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ne sont pas en mesure de remplir les formulaires de remboursement. Les personnes qui gèrent des micros et petites entreprises n'ont pas nécessairement les compétences requises pour effectuer des tâches bureaucratiques », souligne Vinaye Ancharaz.

### Spirale inflationniste... nous y sommes !

L'économiste met en garde les 'policy makers', et explique que même si les chiffres d'inflation diminuent sur le papier, dans la réalité, les prix continuent à augmenter. « C'est le rythme de l'inflation qui diminue, mais l'inflation est toujours présente (...) nous sommes dans une spirale inflationniste ! », lance Vinaye Ancharaz. Il attire l'attention sur le fait que le coût de la vie augmentera davantage l'année prochaine avec la hausse du salaire minimum. « Les répercussions sont inévitables. Les prix des commodités et des services prendront l'ascenseur dès janvier 2024. Nous entrerons dans l'année des joutes électorales, et il faut s'attendre à des mesures populistes ! Mais cela fera très mal à notre économie », conclut-il.

## Questions parlementaires

**E. Juman, N. Ramgoolam et B. Laurette dans la ligne de mire du gouvernement**

Une fois n'est pas coutume, les deux premières questions de la PMQT de ce mardi 12 décembre seront posées par Joanne Tour et Ashley Ittoo, deux 'backbenchers' du MSM. Joanne Tour demandera au Premier ministre des détails sur le nombre de cas d'accès illégal au port enregistrés depuis mai 2021. Une question visant sans doute le député travailliste Eshan Juman. Ensuite, Ashley Ittoo, autre 'backbencher' du MSM, posera une question au chef du gouvernement sur la somme déboursée par la 'Mauritius Broadcasting Corporation' (MBC) pour la retransmission des matchs de football de la Coupe du Monde 2023. Il souhaite également savoir si les matchs de l'Euro 2024 seront diffusés par la MBC, et si des négociations sont en cours.

Le chef de file du Parti Travailliste, Dr Arvin Boolell, posera une question sur le cas de tentative de meurtre par un manager d'Air Mauritius sur un journaliste du quotidien l'Express, à Floréal. Il demandera où en est l'enquête policière. Arvin Boolell posera également une question au ministre de l'Agro-industrie, Vikram Hurdoyal, sur la possibilité de prendre des mesures pour venir en aide aux planteurs à la fin de la coupe. Joanna Bérenger interpellera le Premier ministre sur les recommandations

faites par le comité interministériel eu égard au rapport sur le naufrage du Wakashio.

Fabrice David adressera une nouvelle question au Premier ministre sur le réenregistrement des cartes SIM. Cette fois-ci, ce sont les spécifications du 'middleware' acquis par l'ICTA qui l'intéresse. Le député travailliste du no. 2, Farhad Aumeer, cherchera à savoir si l'enquête de l'ICAC dans l'affaire Molcovir a été bouclée. Il veut connaître le nombre d'arrestations effectuées à ce jour et si des charges formelles ont été logées en Cour. Des questions sur des opposants politiques du gouvernement seront à l'agenda. Ainsi, le transfuge Salim Abbas Mamode, élu aux dernières élections sous la bannière PTr-PMSD, revient à la charge avec une autre question sur l'ancien Premier ministre, Navin Ramgoolam, axée cette fois-ci sur ses missions officielles. Navin Ramyad, elle, s'intéresse à l'enquête policière

sur Bruneau Laurette.

En ce qui concerne la tranche de questions réservée aux ministres, Mahen Gungaparsad demandera à la ministre de l'Éducation, Leela Devi Dookhun-Luchoomun, des informations sur les 'pass rate' par sujet des 72 élèves qui ont réussi le NCE et seront admis en grade 10. Stéphanie Anquetil interpellera le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, sur la mesure budgétaire visant à rendre obligatoire pour les compagnies comptant plus de 250 employés de mettre à disposition un service de 'Childcare'. Adil Ameer Meea, député mauve de la circonscription no. 3, interrogera le ministre du Transport sur les « photographic speed cameras », plus précisément le nombre installé sur nos routes à ce jour et le nombre opérationnel, entre autres.

Les travaux concernant le « Wastewater Treatment Plant » à Montagne Jacquot intéresse le whip de l'opposition, Patrice Armance. Il interrogera ainsi le ministre de l'Énergie et des Utilités publiques, Joe Lesjongard. Le député bleu aura également une autre question adressée au ministre Avinash Teeluck et axée sur la conversion du stade Anjalay Coopen pour la tenue des concerts.



Conseil de district de Flacq

**Kailash Awotar : « Le président a échoué au test de popularité »**

Kailash Awotar est celui qui est derrière la motion de blâme contre le président sortant du conseil de district de Flacq, Kishore Jumar Jeewoath. Pour ce conseiller du village, l'intérêt des villageois doit primer. Il précise qu'il n'est pas en accord avec le style du président sortant. « Des frictions existaient depuis un certain temps. Chacun a son style. Nous, au sein du conseil de district de Flacq, avons cherché à proposer mieux. Il fallait soumettre le président à un test de popularité. Il a échoué ! », avance le conseiller.

Ce dernier est également d'avis que le conseil doit continuer de fonctionner dans la sérénité. Commentant une éventuelle candidature pour le poste de président, Kailash Awotar indique que toutes les options sont ouvertes. Il laisse également entendre que le conseil compte d'autres personnes de calibre et de qualité pour le diriger.

« Nou dan enn sel bato ! », explique-t-il. Il déplore toutefois que tout le monde ne partage pas la même façon de penser. « C'est une friction interne. Le gouvernement central doit se rendre compte que nous avons adopté une approche saine et que nous nous orientons vers un meilleur service aux villageois », insiste-t-il. Il est d'avis que le conseil doit être géré de manière impartiale et équitable. « Les 23 villages doivent en sortir gagnants », conclut-il.

## Lutte contre la fraude et la corruption

**Linion Moris manifeste devant le PMO**

Dans le cadre de la Journée mondiale contre la fraude et la corruption, Linion Moris a symboliquement manifesté devant le bureau du Premier ministre au bâtiment du Trésor à Port-Louis. Ils étaient une dizaine de membres présents hier, samedi 9 décembre.

« Les corrompus se trouvent au Bâtiment du Trésor, c'est la meilleure place pour manifester contre la fraude et la corruption », lance Raouf Khodabaccus, membre de Linion Moris. Pour Rama Valayden, le principal responsable des délits de fraude et de corruption à l'île Maurice est le Premier ministre, Pravind Jugnauth. Il est pour

une double sentence pour les personnes ayant des postes à responsabilités s'ils sont reconnus coupable de corruption. « Nous publierons la semaine prochaine 50 points pour expliquer comment combattre la fraude et la corruption à l'île Maurice, selon Linion Moris », précise l'homme de loi.

Quant à Nando Bodha, il est d'avis que les jeunes Mauriciens détestent la fraude et la corruption. Il a d'ailleurs annoncé que Linion Moris viendra de l'avant avec un projet de loi sur le financement des partis politiques. « C'est une gangrène qui rogne la société mauricienne. La corruption fausse tous nos valeurs », dit-il.



Vinod Boolell, ancien juge de la Cour suprême

# « Le DG de la FCC sera un 'political executive' »

- « Selon ce projet de loi, on peut mettre quelqu'un sur table d'écoute, l'espionner ou recueillir des informations personnelles sur lui, sans qu'il ne le sache »



**D**ans l'entretien qui suit, l'ancien juge de la Cour suprême, Vinod Boolell décortique le 'Financial Crimes Commission Bill' et nous donne les raisons de ses inquiétudes. « Les pouvoirs exorbitants qu'aura le DG, si cette loi est votée, pèseront comme une épée de Damoclès sur la tête de tous les citoyens mauriciens », prévient-il...

■ Zahirah RADHA

**Q : Qu'est-ce qui vous interpelle dans le 'Financial Crimes Commission Bill' ?**

Ce projet de loi prévoit une consolidation de toutes les lois existantes sur les crimes financiers. Je n'y vois aucun inconvénient, d'autant que dans un passé assez récent, il y a eu des divergences entre divers organismes, soit entre l'ICAC et l'*'Integrity Reporting Services Agency'* (IRSA), ou encore entre l'ICAC et la FIU. Ce qui est mauvais. Ce clash n'existera plus lorsque tous les organismes luttant contre les crimes financiers seront regroupés en un seul.

Ce qui m'interpelle par contre, c'est d'abord, le pouvoir de poursuite qu'aura le directeur général de la 'Financial Crimes Commission' (FCC). Ensuite, le pouvoir qu'il aura pour effectuer des fouilles sur la base de preuves qu'il jugera suffisantes pour faire des saisies, et finalement le pouvoir qui lui permettra de surveiller quelqu'un sur la base de soupçons.

**Q : Analysons-les au cas par cas et commençons par le pouvoir de poursuite du directeur général de la FCC. Il paraît qu'il usurpera le pouvoir du DPP. Partagez-vous cet avis ?**

Paraît, non ! C'est bel et bien une usurpation du pouvoir du DPP ! Il n'y aura pas d'appel à candidatures pour le poste du directeur général de la FCC, contrairement à la nomination des juges qui passe par un appel à candidatures et des entretiens. Pourquoi n'en fait-on pas de même pour le poste de directeur général de la FCC ? C'est le Premier ministre qui le nommera, après une

prétendue consultation avec le leader de l'Opposition qui n'est en réalité qu'une farce.

Le DG sera un nommé politique. En d'autres mots, il sera un 'political executive' et c'est lui qui décidera des poursuites, alors que la Constitution ne donne ce droit qu'au DPP qui occupe un poste indépendant, et pas à un membre de l'exécutif. Le régime a trouvé une autre formule pour contourner le DPP, après que son projet d'instituer une 'Prosecution Commission' ait foiré. Mais je suis presque sûr qu'une telle clause ne passera pas le test de la Constitution.

**Q : Venons-en au pouvoir de fouille qu'aura le DG. En quoi cela est-il préoccupant ?**

Selon la 'Police Act', c'est la police qui a le pouvoir d'arrestation et d'effectuer des fouilles. Mais elle doit d'abord avoir un 'warrant' obtenu auprès d'un magistrat qui est un membre indépendant du judiciaire. Or, selon la clause 60 du FCC Bill, c'est le DG de la FCC, soit un nommé politique, qui aura le pouvoir d'émettre un 'warrant'.

Et même dans des cas exceptionnels, selon les dispositions de la 'Police Act', si un assistant surintendant de police émet un 'warrant' pour une raison ou une autre, il doit ensuite le présenter devant un magistrat. Encore une fois, je ne vois pas cette garantie dans le FCC Bill.

**Q : Et qu'en est-il de l'aspect relevant de la surveillance ?**

Selon ce projet de loi, on peut mettre quelqu'un sur table d'écoute, l'espionner ou recueillir des informations

personnelles sur lui, sans qu'il ne le sache. Que signifient ces 'personal information' ? Nul ne le sait. Et c'est là que les juges en chambre devront faire montre de rigueur, car c'est eux qui seront appelés à émettre un ordre en ce sens. En tant qu'ancien juge, je sais comment fonctionne le système d'ex-parte.

J'espère sincèrement que les juges joueront correctement leur rôle et pas nek donne l'ordre kumadir pe asté gato pima dan laboutik. Ils devront agir comme garde-fous contre les pouvoirs exorbitants qu'aura le directeur général de la FCC. Sinon, ces pouvoirs pèseront comme une épée de Damoclès sur la tête de tous les citoyens de Maurice. Personne ne sera à l'abri. Je lance aussi un appel aux juges pour qu'ils expliquent la raison de leur décision lorsqu'ils accèdent à une requête. Il faut en finir avec cette opacité entourant des décisions prises en chambre !

**Q : Vous aviez plus tôt évoqué le 'Prosecution Commission Bill'. Quel regard jetez-vous sur la persistance du gouvernement à contourner les pouvoirs du DPP ?**

De 2014 à ce jour, le gouvernement s'entête à avoir une mainmise sur toutes les institutions. Il n'y a que deux institutions qui ont échappé à cette mainmise jusqu'ici : le judiciaire et le bureau du DPP. Il veut à tout prix contrôler le bureau du DPP afin de pouvoir décider qui sera poursuivi ou pas. N'oubliez pas qu'il y a de gros dossiers qui dorment à l'ICAC. Je n'en cite que deux : Angus Road et Saint-Louis. Selon la 'Prevention of Corruption Act' (POCA),

l'ICAC doit référer les dossiers chez le DPP après son enquête et c'est ce dernier qui décide s'il y a matière à poursuite ou pas. Or, c'est précisément ce pouvoir que le gouvernement veut lui enlever pour le donner à un nommé politique. Ainsi, dans le cas d'Angus Road, par exemple, le DG de la FCC pourra décider de ne pas poursuivre l'affaire, puisque la FCC prendra la relève des enquêtes qui sont en cours à l'ICAC.

**Q : Y a-t-il donc un risque que cet organisme soit utilisé comme un instrument politique, surtout contre des opposants du pouvoir ?**

C'est effectivement une grande possibilité. Je ne veux citer personne mais si le DG est celui qu'on pense qu'il le sera, on aura des raisons de s'inquiéter. Je trouve aussi comique que le projet de loi stipule que « *the Director-General shall, in the discharge of his functions and exercise of his powers, not be subject to the direction or control of any person or authority* » alors qu'il sera un nommé politique. Il sera nommé par le Premier ministre pour une période de trois ans et son contrat pourra ensuite être renouvelé toujours par le Premier ministre pour une période additionnelle de cinq ans. Que voulez-vous que ce nommé politique fasse ?

**Q : Si cette nomination réside essentiellement entre les mains du Premier ministre, par contre, sa révocation doit passer par le 'Parliamentary Committee' qui sera constitué de cinq parlementaires nommés par le Premier ministre et quatre nommés par le leader de l'Opposition. Qu'en pensez-vous ?**

Pour qu'il soit révoqué, il doit avoir un problème mental, une mauvaise conduite ou une mauvaise performance. En passant, il y a déjà un 'Parliamentary Committee' qui est chargé d'assurer la redevabilité de l'organisme en supervisant ses activités administratives. Combien de fois ce comité s'est-il réuni ?

**Q : C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les députés de l'opposition ont démissionné de ce comité...**

Oui, le 'Parliamentary Committee' de l'ICAC n'est qu'une fumisterie. Tout ce qu'il a fait, c'est de discuter du budget, autant que je me rappelle. Il n'y a eu aucun

rapport. *Li paret joli dans la loi mais li pa servi nanrien*. Dans le nouveau projet de loi, rappelons-le, deux comités sont prévus, soit le 'Review Committee' et le 'Parliamentary Committee'. Mais on ne sait pas trop quel sera leur rôle.

**Q : Les décisions du DPP sont souvent mises en cause par la police ces derniers temps, surtout dans des affaires de drogue. Comment l'expliquez-vous ?**

Il y a un gros problème au niveau du trafic de drogue à Maurice. Malgré toutes les arrestations, le trafic se poursuit. Je comprends parfois la frustration de la police. Mais le plus gros souci, c'est que les enquêtes prennent trop de temps pour aboutir. Même au bout de trois, quatre ou cinq ans des fois, *case penkor prend dans la cour*. Que fait un magistrat alors ? En tant que garant de la liberté des gens, il ne peut que relâcher le/s suspect/s. Idem pour le DPP. Il y a un point fondamental que la police ne prend pas en considération. La règle, selon la Constitution, c'est la liberté. L'exception, c'est la détention.

**Q : La balle est donc dans le camp de la police qui doit conclure ses enquêtes aussi vite que possible au lieu de déverser sa bile sur le bureau du DPP ?**

Oui, mais pas que. Si l'enquête est bouclée rapidement, le problème sera partiellement résolu.

**Q : À quoi attribuez-vous la lenteur de la police à conclure ses enquêtes ?**

Je n'en sais rien ! A-t-elle trop de travail ou d'autres obligations ? Manque-t-elle de ressources, d'imagination, ou d'enquêteurs capables ? Le CP aurait dû s'asseoir avec ses hauts gradés pour évaluer la situation.

**Q : L'abolition des 'provisional charges' règlera-t-elle la situation ?**

Non. Le point clé, c'est le temps écoulé entre l'arrestation d'une personne et l'aboutissement de l'enquête. Il faut aussi qu'il y ait une coopération entre le Parquet et la police. Or, il y a actuellement un bras de fer entre ces deux institutions. Nous sommes en face d'une situation où la police règle des problèmes personnels qu'a le CP contre le DPP. *Nepli pe guet l'intérêt de l'État ou l'intérêt public, pe régler problèmes personnels*.



Je trouve comique que le projet de loi stipule que « *the Director-General shall, in the discharge of his functions and exercise of his powers, not be subject to the direction or control of any person or authority* » alors qu'il sera un nommé politique. Il sera nommé par le Premier ministre pour une période de trois ans et son contrat pourra être renouvelé toujours par le PM pour une période additionnelle de cinq ans

**Q : Vous dites que le CP doit faire une évaluation de la situation. N'est-ce pas plutôt au PM de voir ce qui ne va pas à la police, qui tombe sous sa tutelle ?**

La section 71 de la Constitution est claire. Le CP est indépendant. Le Premier ministre ne peut lui donner que des instructions d'ordre général. C'est donc au CP de faire le bilan de la police et de soumettre un rapport au PM qui peut alors prendre des mesures politiques qui s'imposent.

**Q : Le CP est indépendant, selon la Constitution, dites-vous, mais l'est-il en réalité ? La perception, basée sur des faits, veut que ce ne soit pas le cas...**

La perception est toujours plus tenace que la réalité, hélas !

**Q : Revenons à la FCC. Peut-on légalement la contester si elle est votée ?**

Selon le *FCC Bill*, le pouvoir de poursuites concernant les crimes financiers sera enlevé au DPP pour le remettre entre les mains d'un nommé politique. Ensuite, *pou passe diber*, il est stipulé que, malgré tous ces pouvoirs accordés à un nommé politique, les pouvoirs du DPP ne seront pas affectés. Il s'agit, pour moi, d'une clause ridicule, puisque les pouvoirs du DPP restent les mêmes, selon la Constitution. Comme je l'ai dit plus tôt, cette clause ne passera pas, selon moi, le test de la Constitution.

**Q : Faut-il qu'il y ait un débat national avant qu'un tel projet de loi soit voté ?**

Les crimes financiers interpellent tout le monde. C'est un problème national et international. J'aurai personnellement souhaité qu'il y ait un consensus entre le gouvernement et l'opposition, mais aussi avec d'autres stakeholders, tels que les avocats, les activistes de droits humains et des membres du public, entre autres. Il faut que cette loi soit dans l'intérêt du pays, et non dictée par des motivations personnelles. N'oubliez pas que cette loi, une fois votée, pourra éventuellement être servie contre le gouvernement du jour.

## Local Government Act

## La panique ?

Les amendements apportés à la 'Local Government Act' au Parlement le mardi 5 décembre en quatrième vitesse par le vice-Premier ministre, Anwar Husnoo, sont pris avec des pincettes par les membres de l'opposition et ceux de la société civile. Ils consistent, en grande partie, à rétablir une loi que le gouvernement Mouvement Socialiste Militant (MSM) avait abrogée en 2015, et visent à consolider les sièges des conseillers des villes et des villages en ajustant le processus de déclaration des sièges vacants.

Ritesh Ramphul, secrétaire général du Parti Travailleiste (PTTr), se demande pourquoi le ministre avait qualifié la loi de l'époque d'anti-démocratique en 2015, pour ensuite la réintroduire en 2023. «Le gouvernement n'est pas honnête dans ses démarches. Je suis pour une loi qui accorde une indépendance totale aux autorités locales en termes d'organisation des élections municipales et villageoises, ainsi qu'en termes d'administration des organismes», dit-il.

Le député rouge déplore la volonté du gouvernement de maintenir sa mainmise sur les conseils de villages, en particulier pour le Conseil de district de Flacq, qui revêt une importance significative pour

les joutes électorales. « C'est une situation chaotique pour le MSM. Même les villages commencent à goûter aux vents de changement de l'alliance PTr-MMM-PMSD. Il y a une hémorragie dans les villages. Le MSM perd ses fidèles qui préfèrent se ranger du côté de l'opposition. Anwar Husnoo avait déclaré que ce processus était anti-démocratique (...) pourquoi le réintroduire maintenant ? », demande Ritesh Ramphul.

Pour rappel, les modifications apportées à la 'Local Government Act' surviennent au moment où deux conseillers proches du MSM envisagent de démissionner pour rejoindre les rangs de l'opposition. Le 'timing' suscite des interrogations.

Suite aux amendements apportés à la loi, cela ne sera désormais plus possible. Cette manœuvre ou manigance est très mal vue par certains conseillers de village. « C'est une façon d'empêcher que le président du conseil de district de Flacq ne perde



sa majorité », déclare un conseiller qui a préféré rester anonyme. Il semble que les ministres Balgobin et Hurdoyal soient derrière les pressions exercées sur le 'Chief Executive' pour ne pas déclarer leurs sièges vacants.

**Kushal Lobine : « Le MSM sent qu'il perd du terrain dans les régions rurales »**

Pour le député du PMSD, Kushal Lobine, cette loi servira à faire du chantage aux conseillers de villages qui veulent faire entendre leurs voix. Le député du numéro 15 évoque des dissensions qui se font ressentir dans les villages.

« Nos retours du terrain sont clairs.

La population ne veut plus de Pravind Jugnauth et du MSM. Les conseillers qui étaient auparavant proches du MSM quittent le navire orange. Ils veulent se rallier à nous. Cette loi intervient à un moment qui soulève beaucoup de questions. Le MSM ne veut pas de dissensions dans les villages. Ils veulent protéger les présidents des villages qui sont sous leur contrôle », avance Kushal Lobine.

Il est également d'avis que cette loi représente un recul total de la démocratie régionale, et affirme que les conseillers ne pourront pas exprimer leurs opinions ni défendre des idéaux.

Commentant le fait que les conseillers villageois veulent se rallier à l'alliance de l'opposition, Kushal Lobine est d'avis que depuis le grand meeting de Mare d'Albert, le déclic s'est fait ressentir. « C'est un vent de panique qui souffle sur le MSM. Ils savent que c'est déjà perdu dans les villes. Ils veulent maintenant verrouiller le processus dans les villages », affirme-t-il.

Le député bleu déplore la manière dont le 'Local Government Bill' a été voté, et critique les raisons de ces amendements.

## The Protection and Promotion of the Rights of Persons with Disabilities Bill

## Pour une société plus inclusive

Le travailleur social et le fondateur de 'U Link - Down Syndrome Association', Ali Jokhun, espère que les débats entourant l'introduction du 'The Protection and Promotion of the Rights of Persons with Disabilities Bill' au Parlement, seront 'above politics'. « C'était un projet de loi tant attendu. Aucun projet de loi n'est parfait, il faudra apporter des améliorations. Pour moi, il est essentiel que les personnes en situation de handicap en sortent gagnantes », dit-il.

Le travailleur social estime également que le projet de loi devra être le pont entre plusieurs ministères. « Il faut une symbiose de différents ministères pour faire de cette vision une réalité, il ne faut pas se limiter à un seul », explique-t-il. Il plaide pour la participation du ministère des Infrastructures publiques afin de rendre les endroits plus accessibles aux personnes en situation de handicap. « Nous devons élever le débat à un niveau où il sera possible aux personnes en fauteuils roulants de se rendre à la plage et de se baigner. Nos parlementaires devront avoir un débat sain dans l'hémicycle », laisse entendre Ali Jokhun.

Ce dernier évoque aussi l'accessibilité

des bus pour les personnes en situation de handicap. Citant l'exemple du Népal, il est d'avis que Maurice possède tous les critères pour fournir des bus adaptés. « Au Népal, c'est montagneux, ils ont des autobus adaptés avec des 'lifts' et des plateformes pour les personnes en chaise roulante (...). La Banque mondiale a un projet à disposition des pays comme Maurice pour la mise en



œuvre de ces adaptations favorables aux personnes en situation de handicap. Ils proposent des experts pour réaliser des études de faisabilité », conclut-il.

**Ashvin Gudday : « J'espérais plus de concertation avec les 'stake holders' »**

Ashvin Gudday, membre de Rezistans ek Alternatif, déplore le manque de consultation avec les 'stakeholders' (parties prenantes). Selon lui, ce projet de loi est depuis longtemps attendu. Il soulève d'importants problèmes

d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

« Nous avons besoin d'un projet de loi qui promeuve une société inclusive. Par exemple, nos écoles devraient être régies par une loi prévoyant des programmes adaptés et sur mesure pour favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap », affirme-il. Il est aussi d'avis qu'avec le 'Work From Home', les personnes en situation de handicap peuvent être incluses dans les entreprises, ce qui leur permettrait ainsi de contribuer au développement socio-économique du pays.

Ashvin Gudday attire également l'attention sur le fait que Maurice est signataire de la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies (UNCRPD). « Nous devons calquer ce projet de loi sur ces recommandations pour la mise en œuvre de ces mesures. Le gouvernement doit également prendre en considération le domaine artistique. Les personnes en situation de handicap ont un énorme potentiel pour apporter leur contribution. Des lois doivent être prévues pour accommoder tout le monde », plaide-t-il.

## Mise au point de LMLC

Les propos de M. Nasser Moraby, président de l'Association des Propriétaires de Boulangeries, rapportés dans le Sunday Times du 3 décembre qui mentionnent un trucage des baking tests, constituent une atteinte à l'intégrité et à la réputation de Les Moulins de la Concorde Ltée. Le public doit être informé que les tests effectués par LMLC se tiennent dans des boulangeries indépendantes et sont faits en présence d'officiers de la STC, de boulangers indépendants et de diverses institutions publiques. En conformité avec la procédure des tests, l'Association des Boulangers était d'ailleurs invitée aux derniers tests effectués mais n'y a pas assisté. Le « Test Report » émis par le MSB le 20 novembre dernier atteste de la bonne qualité de la baguette de 200 grammes.

**Julien Audibert**  
General Manager  
Les Moulins de la Concorde

## Asraf Ramdin : « La vie n'est pas facile en tant que syndicaliste »

Syndicaliste et chauffeur de taxi de 51 ans, Asraf Ramdin mène un combat sans relâche. Il a « tracé » pour devenir propriétaire de sa voiture, et précise qu'il a appris la nouvelle qu'il avait obtenu son permis de taxi à la veille des élections générales de 1995. Il a débuté comme chauffeur de taxi clandestin, puis a loué des permis pour opérer comme chauffeur de taxi dans les villages. Asraf Ramdin connaît désormais les rouages du métier et témoigne de son quotidien.

Aujourd'hui secrétaire de la 'General Taxi Owner's Union', ce père de famille est d'avis que mener une vie de syndicaliste n'est pas aussi facile qu'on le pense. « Je suis devenu syndicaliste en 2003. Suite à une injustice que j'ai subie, j'ai décidé de me battre pour mes droits », dit-il.

Il a fait ses études primaires à la 'Rajcoomar Gujadhur Government School' à Centre-de-Flacq, et a ensuite poursuivi ses études secondaires au Darwin College. Il raconte qu'au début, il a dû louer des permis pour pouvoir opérer comme chauffeur de taxi.

« J'ai commencé à travailler dans le village en effectuant de petites courses pour la localité. Je ne cacherai pas que j'ai aussi fait 'taxi marron'. À l'époque, je voulais absolument avoir mon permis pour pouvoir progresser. Je me souviens très bien que c'est la veille des élections générales de 1995 que j'ai obtenu mon permis. Je me suis activement employé à acheter ma propre voiture », explique-t-il.

Asraf Ramdin pense qu'il est grand temps de valoriser ce métier, qu'il considère comme la vitrine de l'île Maurice sur le plan touristique. Le syndicaliste estime que la mentalité des chauffeurs de taxi doit se redynamiser pour s'assurer une place à la table de ceux qui contribuent à faire fonctionner l'économie de cette industrie, qu'il considère d'ailleurs comme le pilier rapportant le plus de revenus dans les caisses de l'État.

En novembre de cette année, Asraf Ramdin a pris position contre l'administration du 'Taxi Operators Welfare Fund' et la 'National Land Transport Authority' (NLTA). Il a déploré la mauvaise gestion du dossier par le ministre Alan Ganoo, et a alors lancé un appel au Premier ministre pour intervenir et trouver une solution.

« Nous faisons du syndicalisme comme des bénévoles. Nous nous battons car nous pensons vraiment que nous avons un rôle majeur à jouer dans cette industrie », lance-t-il. Évoquant l'aspect éthique des chauffeurs de taxi, le syndicaliste pense qu'il y a toujours deux types de personnes dans tous les métiers, et est d'avis que les jeunes doivent prendre la barre pour insuffler un nouveau souffle.

« Les salaires d'un chauffeur de taxi varient selon les régions et les secteurs. Certains doivent travailler dur pour un revenu moyen et modeste à la fin du mois, tandis que d'autres, qui veulent faire plus, c'est-à-dire proposer d'autres services plus qu'un simple moyen de transport, le font. Rien ne les en empêche. Un chauffeur de taxi doit être fier de son métier et doit le faire avec amour et intelligence, sinon on ne réussit pas. J'invite nos confrères à se fédérer. C'est notre métier qui est en jeu ! », laisse entendre Asraf Ramdin.

Il déplore l'attitude et la mentalité selon lesquelles il faut être proche d'un ministre pour que les choses avancent. « L'industrie touristique est ce qui fait vivre l'île Maurice. Les décisions doivent être prises pour favoriser une démocratisation de l'économie. Nous, les chauffeurs de taxi, devons être à la table des négociations. Notre lutte s'oriente vers une meilleure organisation et une distribution équitable sur le marché », indique le syndicaliste.

Avec plus de 30 années d'expérience dans le domaine du transport, Asraf Ramdin est devenu la figure de référence pour la

défense des droits des propriétaires de taxi. Ce dernier s'engage aussi dans le social. Très actif sur le terrain, Asraf Ramdin attire l'attention sur le fait qu'être syndicaliste, c'est se faire beaucoup d'ennemis.

La semaine dernière, la voiture du syndicaliste a été la proie des flammes à son domicile à Centre-de-Flacq. « J'avais récemment pris position contre l'ouverture d'une maison de jeu à proximité d'une mosquée. Je ne sais pas si cela explique pourquoi ma voiture a pris feu. Je préfère ne rien dire pour l'instant, la police a ouvert une enquête », dit-il. Le père de famille ajoute qu'il ne pourra pas travailler pour le mois de décembre. Sans sa voiture, il ne pourra rien faire.

« La vie de syndicaliste n'est pas facile. Le nombre de chauffeurs de taxi honnêtes n'est pas négligeable. Nous travaillons avec les Mauriciens aussi bien qu'avec les touristes. Nous sommes le premier maillon en contact avec les touristes sur le terrain. Nous devons professionnaliser notre hospitalité de manière intelligente. Avec la technologie, nous avons beaucoup de potentiel. Nous devons savoir exploiter nos compétences et surtout nous adapter. Que vous soyez dans les hôtels ou dans les villes ou villages, nous devons nous fédérer pour avoir plus de poids dans nos négociations », plaide Asraf Ramdin.

Il persiste et signe qu'en faisant cela, les opportunités pour les jeunes aspirants chauffeurs de taxi seront énormes. Le père de famille pense fermement que les droits acquis aujourd'hui serviront



de fondation à la professionnalisation de ce métier. Asraf Ramdin est d'avis que c'est le devoir des aînés de créer un meilleur avenir pour les jeunes, auxquels il lance un appel.

« Il y aura des opportunités pour eux. Nous voulons rendre ce métier plus accessible à la nouvelle génération. Le nombre de taximen a drastiquement diminué ces dernières années. Nous sommes dans les environs de 7200 actuellement, comparé à plus de 8000 durant les années précédentes. Nous avons le devoir de rendre ce secteur plus attrayant pour les jeunes et ceux qui veulent se lancer dans l'aventure de ce métier. » Toutefois, ce père de deux enfants met en garde contre les tentations qui peuvent, selon lui, nuire à l'éthique du chauffeur de taxi. Il dit avoir noté des tendances que son fils de 26 ans semble vouloir choisir ce métier, et affirme que cela est possible quand on lui donne de la valeur. « Être chauffeur de taxi est un métier qui demande de la concentration, mais aussi de l'hospitalité et du professionnalisme. Nous œuvrons pour que les taximen soient respectés », conclut le syndicaliste.

Journée internationale des personnes en situation de handicap

## U Link Syndrome Association marque l'événement dignement

La Journée internationale des personnes en situation de handicap était célébrée la semaine dernière par la 'U Link - Down Syndrome Association' à Phoenix, au Razak Mohamed Hall. Une centaine de personnes ont répondu présentes. Les enfants porteurs du 'Down Syndrome' étaient en tête d'affiche et ont proposé un spectacle de chants et de danses. S'en est suivie une remise de cadeaux aux enfants, puis un déjeuner a été servi. « Les enfants étaient ravis, c'est ça l'importance », dit Ali Jokhun, président de l'association. Il tient à remercier l'Alladin Foundation', sponsor de l'événement.



# Democracy Watch Mauritius

## Palestine: The future, in peace, not at war !

**Texts:** Martin Luther King Jr. said about peace:

*“Wars are poor chisels for carving out peaceful tomorrows; an essential corollary is that Peace is not just the absence of war, but the presence of Justice-which many post independence leaders seem to have forgotten or to callously ignore”.*

L'Emir du Qatar accuse Israël « de génocide à Gaza, de massacres systématiques et ciblés de civils. »

Le PM, PKJ : « Le Gouvernement continuera à soutenir la cause Palestinienne », suite au vote aux Nations Unies pour le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à l'indépendance, la solution des 2 Etats.

**Comments:** “The Palestinians are an immensely varied and sophisticated people with a very high literacy rate. They are Muslims as well as Christians” (National Geographic, June 1992). The 6 million of them absolutely deserve their independent state, completely out of Israeli control, as likely to be guaranteed by the United Nations, Jordan, Qatar, Egypt and now the EU and the USA of Biden. So this 2-state solution (Israel and Palestine) is THE ONLY SOLUTION for peaceful and just living. Israel was established in May 1948, will Palestine be established early in 2024? Seventy-five years too late, but better late than never!

As soon as the exchange of hostages and prisoners is complete, followed by an extension of the ceasefire, control over the weapons of Hamas, negotiations and discussions MUST OPEN to delimit each state and set its borders, with no reduction whatsoever of Israeli territory but the definition of a new Palestine. One possible good basis for the 2-state solution is the Ecological Road Map (ERM) of Atchia, giving Palestine access to land, sea, fresh water and freedom of passage, but NOT based on historical factors.

After such an agreement, the UN will declare and recognize a new independent State of Palestine, with its own airport, port, passports, freedom of movement to which all citizens of the world are entitled, and which most have in practice. The reconstruction of Gaza and other areas can then begin. There is hope.

## The Financial Crimes Commission Bill, Mauritius (No. XX of 2023)

**Texte :** Le processus pour la réforme en profondeur d'un système demande de procéder par étapes (réflexions, recherches, propositions, consultations, adoption, actions) pour que, à la fin, le nouveau système soit meilleur/plus

performant que l'ancien (DWM, 2020)

**Comments:** The object of this Bill is to provide for the establishment of the Financial Crimes Commission (the Commission), which will be the apex agency in Mauritius to detect, investigate and prosecute financial crimes such as corruption offences, money laundering offences, fraud offences, the financing of drug dealing offences ...

DWM in the past has strongly advised for open in-depth discussion and consultations of the draft of major new legislations such as this important 154-pages Bill. In the interest of the country and certainly as a requirement of democracy. Today an experienced lawyer said on Radio + the same thing, calling for such in-depth discussion of the provisions of the Bill (in the press, amongst professional organisations including financial institutions, the BAR COUNCIL and OF COURSE in Parliament, between Government members and Opposition parliamentarians. Which assumes the presence and action of a Speaker as an independent facilitator, to facilitate these lengthy discussions. Which would include new amendments which would improve the Bill and make it a real advance on the present ICAC and such structures.

Take as example the annulment of several concerts following the (very necessary) regulations to regulate the organisation of events, made in a hurry by Government following the Citadelle incidents. Done too fast without sufficient discussions and in particular consultations with those in the events sector? (L'événementiel en crise, Défi, 5.12.23)

## Le Parlement en déclin

**Contexte :** « Nous sommes dans une phase critique dans la vie de notre Assemblée Nationale. Nous traversons une période extrêmement difficile et nous ne pouvons prédire combien de temps cela durera. » Jean Claude de L'Estrac, Le Défi Plus du 4.12.2023.

**Commentaires :** Democracy Watch a plusieurs fois attiré l'attention des responsables sur la situation malsaine et dégradante à l'Assemblée Nationale. Nous avons formulé des propositions pour une prise en main sérieuse et responsable. Nous ne sommes pas les seuls. La presse et les réseaux sociaux ne cessent de demander au Speaker et au Leader of the House de se ressaisir pour ne pas écorner davantage l'image de notre Parlement.

La population suit les débats tous les mardis avec angoisse et tristesse tant le niveau continue à baisser. Il n'y a pas que nous. Ils sont des milliers de la diaspora mauricienne qui suivent les débats en live avec stupeur, et qui n'hésitent pas à exprimer leur dégoût. Ce n'est pas tout. Les amis de Maurice à l'étranger et les institutions internationales sur la démocratie parlementaire nous observent avec une certaine frayeur, particulièrement après les mauvaises notes de V Dem. Est-ce que Maurice bascule graduellement vers l'autocratie ?

Allons-nous vers le précipice sans rien faire ? Nous ne pouvons assister régulièrement à la dégradation des débats, au renvoi et à la suspension des députés

crédibilité de l'infortunée institution, ni celle de la confiance de la population en elle, a fortiori quand il s'agit de notre faiblesse policière, censée assurer l'ordre public et notre globale sécurité. Ne demandons pas l'impossible même à un commissaire de police, ni même à son ministre de tutelle. Ne les interrogeons donc pas sur cet énième cas de policier, ayant peut-être commis le contraire de tout ce que ses chefs lui ont appris à ce jour, le contraire de ce qu'il doit faire pour fortifier la confiance du public dans notre corporation de gabelous. Ils auront beau jeu d'invoquer le fait qu'il ne s'agit que d'accusations à prouver, que l'enquête suit son cours tranquille, qu'accusation

n'est pas condamnation, que suspension ne s'impose pas faute d'interpellations plus formelles, et que même si suspension s'ensuit cela ne signifie pas privation salariale aux frais du contribuable, et autres salades du même acabit.

Entretemps, la méfiance de la population envers notre faiblesse policière s'accroît malheureusement. Elle exige d'être revigorée. Quand une population ne croit plus dans la capacité protectrice de ses gabelous, cela peut

engendrer une insécurité dangereuse pour la renommée du pays, gouverné par qui on sait. Que font les autorités concernées pour contrecarrer l'effet néfaste, causé par cette information si malencontreuse ? Rien, peut-être, jusqu'à preuve du contraire... L'occasion est pourtant propice de rappeler que pendant une période à déterminer, il y a eu tant de cas de policiers agissant comme des bandits, en dépit de toute la formation policière, physique et morale dispensée et reçue, qu'il y a eu en réaction tant de policiers indignes à avoir été ignominieusement chassés de notre force constabulaire et qui doivent désormais gagner leur vie autrement qu'en se paradant sous un bel uniforme policé, mais dissimulant mal des mœurs inavouables. Se taire en escomptant que le bon public finira par oublier cette maldonne ? Vaines illusions. Car ce silence complice favorise un relent d'impunité. Si l'on ne dit rien en haut lieu à propos de cet énième cas de sextorsion, c'est qu'on y trouve rien à redire, même s'il faut 24 heures à un voleur de litchis pour être arrêté, jugé, condamné à plusieurs semaines, voire plusieurs mois, de prison.

■ DWM Team



de l'Opposition, suite à des altercations avec le Speaker, sans ressentir une certaine honte. Pourquoi sommes-nous tombés si bas ?

Sans aucun doute, le Speaker lit les critiques contre lui dans la presse et sur les réseaux sociaux, mais il continue d'agir comme bon lui semble.

Et pourtant, la solution est simple. Il suffit que les trois acteurs principaux, à savoir le Speaker, le Leader of the House et le Leader de l'Opposition se rencontrent comme des gens civilisés et s'accordent sur un modus operandi efficace pour permettre aux parlementaires de s'exprimer sans contrainte, mais dans le respect des Standing Orders. S'il faut amender ces Standing Orders, qu'on les amende au plus vite. Qu'on enlève une fois pour toutes les obstacles empêchant le bon déroulement des travaux parlementaires. Que chacun soit sincère dans son approche et fasse son mea culpa.

Democracy Watch plaide pour une rapide remise en cause de la situation, qui n'a de cesse de se dégrader.

## Aux oubliettes l'énième cas policier de sextorsion

**Texte :** Un policier de la Special Mobile Force arrêté pour sextorsion (Défi du 27.11.2023)

**Commentaire de Democracy Watch :** Nulle institution n'est à l'abri de brebis galeuses. Mais cela ne saurait constituer une raison pour mettre en péril la

**Note :** Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

This 6<sup>th</sup> of December 2023

## Open letter to our Honourable Speaker of the National Assembly

Honourable Speaker,

Every time I see you presiding Prime Minister's Question Time, Question Time and the debates you fill my whole body fibres with a sense of disgust that I feel like vomiting. Luckily, I have been bestowed upon with a strong stomach. And yet, I know that apart from your vicissitudes (like ending up in the middle of a roundabout in the early hours of the morning without even realising what you have done) you are not a bad man. Not at all!

Mr Speaker Sir, your greatest quality is that you are so loyal to the Honourable Prime Minister that you will immolate your self respect and dignity for him and unfortunately by so doing the flames will engulf your beloved nominator. You know the story of the foolish but ultra-loyal bear. Mr Speaker Sir, recently I met a group of about twenty law students from different universities as you are so persuasive the conversation was around your role as Speaker of the National Assembly. During the exchange with these young patriots, I asked them to close their eyes and imagine they are members of the National Assembly and you are presiding the debates. Then I asked them what image popped up? I was surprised that all of them answered that they can see you standing in the most grandiloquent way and uttering "I order you Out! Out! Out!"

I was very perturbed that they have such a catastrophic image of your person as a Speaker. In their minds, you are like Cerberus the hounds of hades who was the ferocious guardian of the underworld, in Greek mythology, to prevent the dead from leaving....But you Honourable speaker, your role is different you order out members of the opposition without any qualms and yet you are a barrister who surely have studied ethics. Cerberus is a multi-headed dog. Honourable Speaker Sir surely you can't be in anyway be likened to a Cerberus.

I decided to probe further by asking the young law students to answer in writing the following questions:

1. Is our Honourable Speaker doing his job properly as Speaker?
2. Is our Honourable Speaker acting fairly at the National Assembly?
3. Are you proud of our Honourable Speaker?

The whole exercise lasted around ten minutes. The folded answers were remitted to me. I open and read with gusto the answers. For the first two questions you received a thumping zero out of twenty. I feel ashamed. Try the same exercise with your nephews and nieces and you will surely receive the confirmation.



Honourable Speaker Sir, please don't ask me what the answers were for the third question. Please Honourable Speaker don't try to know. The least you know, the better for your health. Imagine how low you are in the mind of our young law students. As Speaker you should have been a role model. The symbol of impartiality like the Hindu God Dharma or for those who are not well versed in Hindu mythology, like Themis the Greek Goddess of Justice, one of the twelve Titans.

Honourable Mr Speaker Sir, it is high time you mend your ways.

Let me honestly send to you my heartfelt wishes for the year 2024:

1. That you act impartially during 2024.
2. That as holder of the office of Speaker you act as a true guardian of the traditions of parliamentary democracy.
3. That you start by keeping the decorum. Don't be like a firecracker.
4. That you act and ensure you are truly independent. Don't be an appendix of the executive.
5. That you don't act impetuously and bring our National Assembly in disrepute. To avoid same you can adjourn to have a glass of cold water.

I hope you will ponder over my open letter. In person, we barristers know that you are a different and therefore I pray that you will cast aside clownish persona.

I pray you find some time to read Christmas Carol of Charles Dickens where scrooge changed within a night.

Honourable Speaker Sir may the spirit of Christmas and New Year change you radically as Speaker.

Merry Xmas & Happy New Year to you, your family and all Honourable Members of the August National Assembly.

God Bless!

**Yours in Peace,  
Rama Valayden**

**Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction**

## Is the Financial Crimes Commission a new system to bypass and marginalise the DPP?

The forthcoming Financial Crimes Commission that will be introduced by this government "n'a pas sa raison d'être", meaning has no reason to exist. According to certain logical principle, such a legislation is against the Judges Rules, an existing statutory law that lawyers always make reference in a Court of Law during trial sessions.



By Ahmad Macky

Moreover, that new legislation of Financial Crimes Commission will no doubt bypass and slightly marginalise the power of the DPP in the prosecuting system. It will also affect certain categories of public servants.

This Financial Crimes Commission legislation will be too controversial and will upset our legal and judicial system if it becomes effective. The President of the Republic will appoint a Director General in the office of Financial Crimes Commission upon the recommendation of the PM who will only inform the Leader of the Opposition as a mere formality. The Director of the Financial Crimes Commission will have the same power of DPP, Commissioner of Police and ICAC for the investigation and prosecution of offenders of fraud in the financial sector and other serious criminal offences.

It is to be noted that the office of the Director General of the Financial Crimes Commission will not be a legal constitutional post similarly to the DPP and the Commissioner of Police posts. The post of the Director General in the Financial Crimes Commission is a "political nominee" job by the PM who will make recommendation to the President of the Republic. It sounds like job for the boy. There is a possibility that a certain Navin Beekharry could be nominated for such a post of Director.

It is worth mentioning that many people are against this new system because people feel insecure for their general safety as most of them have lost confidence in the police and other public institutions. There is this perception that such a system will be highly unfair and bias against real justice in this country. It will defeat the true fundamental principle of our legal system. Any civil servant, public officer who is not in the good book of the Authority can be persecuted and be sacked in his at any time. Such is the danger where all civil servants will have each a Damocles sword over his head.

How on Earth can we, as fully abide honest citizens of this country trust such Financial Crimes Commission monitored by political nominees? So far this Financial Crimes Commission is a mere irrelevant legislation just to coerce and penalise certain categories of people. Such a legislation poses great threats to certain journalists, civil servants and members of the Opposition political parties.

One has got to bear in mind that most of the DPP's jobs has been hijacked by the Financial Crimes Commission. However, it will be difficult for the Director General of the Financial Crimes Commission to completely phase out the jobs of the DPP as the latter form part as a constitutional Post. We all know that the new Financial Crimes Commission is not a constitutional post and that its director is only a mere political nominee. Our DPP will still have his say and prerogative on major criminal matters instead on petty matters such as provisional charges. It remains to be seen how long will this legislation last.

# Podiatry

■ By Zahra Chouthy

Feet are an important part of our body, however people don't often think about their feet. Your feet support your entire body and help you walk, run and dance. In fact, the soles of your feet a lot of separate muscles that work together to make walking comfortable!

## What is podiatry and what is my role as a podiatrist?

Podiatry is the study of the lower limb. I have studied podiatry at the University of Northampton(UK) for 3 years. I am trained to evaluate, diagnose and treat foot problems.

My aim as a podiatrist is to improve the mobility, independence and quality of life of my patients. A thorough examination of the foot is carried out to diagnose or keep an eye on specific problems such as diabetes, bunion, Morton's Neuroma and ingrown toenails.

In addition to that, I provide footwear advise and recommend orthotics to patient. Treatment for some foot conditions can vary from patient to patient due to different medication, surgery or medical history.

## Most common foot problem that I treat + how can foot problems impact people's daily lives?

1. Ingrown toenail – It is a condition in which a piece of nail pierces the flesh of the toe. It can be extremely painful and get infected. It can usually be treated conservatively or through a nail surgery which is more of a permanent fix.
2. Corns and Callus - When we walk or stand, our body weight is concentrated mostly on the heel and then on the ball of the foot where the skin is thicker to withstand the pressure. When this pressure becomes excessive, some areas of skin thicken and form corns and callus, as a protective response to the friction of skin rubbing against a bone, shoe or the ground. It can be eased through debridement or by the use of insoles.
3. Musculoskeletal conditions – are the most common form of physical disability worldwide, with a suggested range of 3-26% of the population experiencing foot related musculoskeletal pathologies. Musculoskeletal pathologies include:
  - Generalised foot osteoarthritis
  - Inflammatory disease
  - Paediatric growth and development
  - Sports injuries
  - Fragility and falls risk
  - Neurological conditions
4. Long and thick nails - A lot of patient, mostly the older ones or diabetic ones got dystrophic nails

and have trouble trimming them.

5. Fungal nail infection - Fungal nail infection is very common and it may affect up to 14% of the general population. The nail can look discolored, thick, fragile or cracked.
6. Athletes foot (Tinea Pedis) - fungal infection of the skin that can lead to intense itching, cracked, blistered or peeling areas of skin, redness and scaling. It can occur on moist, waterlogged skin, usually between the fourth and fifth toes initially, or on dry, flaky skin around the heels or elsewhere on the foot.

## What are the warning signs someone should look out for to detect a possible foot problem?

- Cold Feet, Many Culprits

Cold toes could be a sign of poor blood flow – a circulatory problem sometimes linked to smoking, high blood pressure, or heart disease. The nerve damage of uncontrolled diabetes can also make your feet feel cold.

- Foot Pain

After all, eight out of 10 women say their shoes hurt. But pain that's not due to sky-high heels may come from a stress fracture, a small crack in a bone. One possible cause: Exercise that was too intense, particularly high-impact sports like basketball and distance running.

- Swollen Feet

This is usually a temporary nuisance caused by standing too long or a long flight -- especially if you are pregnant. In contrast, feet that stay swollen can be a sign of a serious medical condition. The cause may be poor circulation, a problem with the lymphatic system, or a blood clot.

- Burning Feet

A burning sensation in the feet is common among diabetics with peripheral nerve damage. It can also be caused by a vitamin B deficiency, athlete's foot, chronic kidney disease, poor circulation in the legs and feet.

- Yellow Toenails

Your toenails tell a lot about your overall health. A fungal infection often causes thickened yellow toenails. Thick, yellow nails also can be a sign of an underlying disease, including lung problems, psoriasis or rheumatoid arthritis.

## Tips for maintaining healthy nails and foot skin?

Following a simple daily foot hygiene

routine is usually effective in dealing with sweaty feet. This may include:

- Washing your feet with anti-bacterial soap
- Applying cream and/or using an absorbent foot powder
- Not wearing the same footwear every day
- Rotating what shoes you wear so they have a chance to dry out.
- Dry properly between your toes
- Wearing socks is also essential especially those that absorb moisture like wool, cotton or a wool/cotton mixture.
- Avoid applying cream between toes
- When selecting shoes, make sure that there is 1.5cm of extra space in front of the big toe.

## What are the most common challenges I face as a podiatrist, and how do I overcome them?

The biggest challenge I face as a podiatrist is to educate people about foot health and to make people feel comfortable having their feet seen by a practitioner.

A lot of individuals feel complexed by their foot structure or the condition of their foot that even though, they might be having underlying conditions, they will not get it seen by a practitioner.

I believe that a lot of communication with my patient does help them overcome their fear and embrace their physique.

## How can diabetes affect foot health, and what special precautions should people with diabetes take to avoid foot-related complications? The importance of regular foot care for people with diabetes

Diabetes is a disease that develops from high blood glucose levels which can cause damage to the nerve systems in your body by stopping important messages getting to and from your brain. The nerves most likely to be affected are the longest ones – those that reach all the way down to your legs and feet. This nerve damage is sometimes called neuropathy.

High blood glucose levels can also damage your blood vessels and thereby circulation to your feet and legs, due to less blood getting to your skin, muscles and tissues.

One of the early changes can be loss of sensation (peripheral neuropathy) in your feet, often starting at the toes. The onset of neuropathy is gradual and often people who develop this complication are unaware of it at

the start. Very occasionally pain or a burning sensation may accompany loss of feeling (painful neuropathy).

Everyone who has diabetes should also have their feet checked regularly with a healthcare professional (podiatrist, nurse or doctor) and at the very least once a year at their annual review. However, if you are at increased risk of complications, these inspections may be done more frequently.

## Simple self-care measures include:

- Always check your feet every day
- Clean and dress any cuts, scratches or wounds
- Always wear footwear
- Always wear shoes that fit properly
- Never sit with your feet too close to a fire
- Visit a podiatrist for corns and calluses
- Avoid using corn plasters

## If you see any of the following in your feet, you should also seek medical attention or consult your podiatrist:

- Walking becomes more difficult
- Applying or wearing shoes becomes more difficult
- Tingling sensation or pins and needles
- Part or all of your foot becomes swollen
- Breaks in the skin, opens sores/ blisters or a discharge
- Skin colour changes (redder, bluer, paler, blacker) over part or all of the foot
- Swelling in your feet and/or an unusual odour
- Part or all of your foot feels much hotter or colder than usual
- Hard skin (callus)
- Cramp in your calves

(A simple introduction on myself! I am Zahra Chouthy and I come from Plaine-Magnien in Mauritius. I am an enthusiastic young podiatrist and I am looking forward to make podiatry well known in Mauritius. I have studied podiatry for 3 years at the University of Northampton and I have worked for 2 years as a podiatrist in United Kingdom. I am now consulting at Wellkin, C-care in Moka. Contact me on: 58053802)

**Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction**

## Khutbah

La réflexion du vendredi

## La COP 28 : une mascarade de plus ?

« ... Allah, c'est Lui qui a créé les cieux et la terre et qui, du ciel, a fait descendre l'eau ; grâce à laquelle Il a produit des fruits pour vous nourrir. Il a soumis à votre service les vaisseaux qui, par Son ordre, voguent sur la mer. Et Il a soumis à votre service les rivières... » (Surah Ibrahim (14) verset 32)

« Le changement climatique est une menace bien plus grande pour le monde que le terrorisme international » (Sir David King, chef-conseiller scientifique du gouvernement britannique).

La COP 28, qui se tient actuellement aux Émirats Arabes Unis, se focalise sur le changement climatique et ses impacts sur le monde. Elle précède d'autres événements tels que CMA5, CMP18, SBI, etc. Ces sommets illustrent l'importance cruciale de questions telles que l'écologie, l'équilibre sensible de la nature, et d'autres sujets similaires. En bref, cela signifie que la question de l'environnement a un impact indéniable sur la vie des habitants de la terre, à travers une série d'événements dont nous sommes témoins, tels que les inondations, les sécheresses, les tsunamis, les tremblements de terre, les crues soudaines, les vagues de chaleur, la pureté de l'air que nous respirons, et d'autres encore.

Les études ont démontré que les catastrophes naturelles sont principalement le résultat du comportement de l'homme, le plus souvent dans sa quête supposée d'améliorer son bien-être ! Paradoxalement, dans le but de vivre une vie meilleure, avec luxe et facilités, les humains ont perturbé l'équilibre sensible de la nature et ils en paient un lourd tribut.

Les spécialistes ne parlent plus de réchauffement, mais du bouillonnement de la terre. Ces paroles proviennent de la position hautement politisée du Secrétaire-General des Nations Unies qui, d'habitude, utilise un langage codé diplomatique pour ne pas offusquer les puissants du monde. La COP 28 annoncée, tenue dans un pays grandement responsable de l'émission du carbone, se révélera être une mascarade.



Le bouillonnement de la terre est, on le sait, le fait de la surconsommation en énergie des pays riches. La déclaration du SG des Nations Unies doit être vue pour ce qu'elle est : une déclaration forcée, émanant d'une organisation, à la merci d'États immoraux et sans éthique, mais qui doit parler le langage des principes moraux et de l'éthique.

Les pays occidentaux continueront à maintenir leur confort, et créer le désastre environnemental. A la base, les six pays qui gouvernent le monde, par le biais du Conseil de sécurité, savent bien ce qui se passe et persisteront à exploiter les ressources de la Terre.

« Toutes les fois où ils allument un feu pour la guerre, Allah l'éteint. Et ils s'efforcent de semer le désordre sur la terre, alors qu'Allah n'aime pas les Moufsidoun (semeurs de désordre). » (Surah Al Maidah (5) verset 64)

L'Islam, modèle parfait dans tous les domaines de la vie, et qui prône la modération, a toujours défendu la cause de l'écologie/l'environnement, à travers de nombreuses injonctions coraniques, les paroles/actions du Prophète (SAW) et les conseils/actions de pieux prédécesseurs. En fin de compte, ce sont les actions humaines qui vont faire la différence et apporter le respect de l'environnement dont on a besoin de toute urgence.

L'on se souvient du conseil du Prophète Muhammad (SAW) à son compagnon Sa'd d'être modéré dans l'utilisation de l'eau d'une rivière pour ses ablutions. Ces recommandations

montrent clairement la gravité du gaspillage, même s'il s'agit de l'eau de la rivière.

Telle est l'attitude générale de l'homme à l'égard de la nature et de l'environnement. Cependant, plusieurs événements ont prouvé que la nature n'est pas « gratuite » comme l'homme peut le croire ; la nature a ses propres limites dans sa capacité à absorber les activités humaines. Le Prophète Muhammad (SAW) préconise clairement le respect de la nature et l'équilibre de l'environnement ; c'est en effet lorsque les lois de la nature sont bafouées que des conséquences dangereuses s'ensuivent pour les êtres humains. Il y a plus de 1 400 ans, les Musulmans ont été avertis contre un comportement imprudent à l'égard de l'environnement ! Le Prophète (SAW) a recommandé de planter une graine, même si l'on sait que la fin du monde est imminente. Ce conseil fort prend toute son importance dans le monde moderne d'aujourd'hui, où nous sommes tous conscients, grâce aux études scientifiques, de l'importance des forêts et des conséquences néfastes de la déforestation.

Il est aussi important de relever que le Qur'an contient de nombreux chapitres portant des noms liés à l'environnement. Le surah An Nahl traite des abeilles, et la science a démontré la contribution des abeilles à l'écosystème de la planète et à son fonctionnement, en particulier à la production de fruits et de nourriture pour l'humanité. Le verset 99 du surah Al An'am (les bestiaux) traite du cycle naturel de la production des fruits, de l'arrosage à la récolte finale.

Des exemples pratiques comme l'utilisation judicieuse et intelligente des sacs en plastique, et du plastique en général, dans nos activités humaines sont cruciaux - il ne devrait pas y avoir d'excès en raison des dommages qu'il cause à l'environnement qui nous entoure. De même, le gaspillage de l'eau ne devrait pas faire partie des habitudes du musulman ; si l'eau est abordable, il est essentiel que nous réalisions que si toutes les ressources en eau sont épuisées à cause des actions humaines, aucune somme d'argent ne pourra s'y substituer.

La position du Musulman sur la question est fondée sur le principe du tawheed, soit la conviction en

l'unicité du Créateur. Le Musulman croit qu'Allah est le propriétaire de la terre, des mers et de toutes les ressources qui s'y trouvent. L'homme, en tant que khilafah, gérant, a la responsabilité d'utiliser correctement toutes les ressources mises à sa disposition. N'étant ni propriétaire, ni maître, il est conscient qu'il aura à rendre compte de ses actes à Allah (SWT).

« Ne recherche pas la corruption sur terre. Car Allah n'aime point les Moufsidin. » (Malfaiteurs, corrupteurs, fauteurs de désordre) (Surah Al Qasas (28) verset 77)

D'un point de vue plus élargi, les pays Musulmans et ceux qui les dirigent portent aussi la lourde responsabilité de gérer, du mieux de leurs moyens et de leurs capacités, les ressources qui leur ont été confiées comme amanat, dépôt. Ainsi, il est inconcevable qu'ils se comportent comme les vassaux des occidentaux, se pliant en deux pour plaire à leurs maîtres de l'Occident.

Il est urgent que nos dirigeants reviennent vers le Qur'an, pour mieux assumer leur rôle en tant que gérant et en tant que témoins, passibles de rendre compte de leurs actes.

« Ô vous qui croyez ! Répondez à Allah et au Messenger lorsqu'il (ce dernier) vous appelle à ce qui vous donne la (vraie) vie. » (Surah Al Anfal (8) verset 24.)

**Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction**

# The image of one brotherhood

*“Verily the believers are one brotherhood. (48,10). If they seek help from you in a matter of the religion, then it is your duty to help them. (8,72). Hold fast all of you together to the rope of Allah, and do not be divided. (3,103). This nation of yours is one nation, and I am your Lord, so worship me and no other.” (21,91). And those who disbelieve are allies of one another, if you, Muslims do not become allies, there will be wars, battles and oppression on the earth, and a great mischief and corruption”, says the Holy Quran.*

The strength of the Muslim Ummah depends on the unity of Muslims. For centuries, Muslims have been divided. Division is fostered by a number of differences of opinions and misinterpretations of our beautiful and perfect religion, Islam. Among the things that have caused much confusion is whether or not we should follow a particular school of jurisprudence. Another source of conflict remains undoubtedly, the interpretation and support of certain hadith. Until today certain main issues, source of division in Islam have not been solved yet, viz. Hazir Nazir, intercession, visibility of the moon to celebrate certain festivals, etc.

The pride we take in being the best of People chosen for the benefit of mankind (3:110) and for having been blessed with a religion that Allah has perfected and completed His favour upon us by giving it to us (5:3) is entirely justified. But, just like how power without responsibility is more harmful

than beneficial, so too our religion that comes to us with a promise of Paradise but does not exclude us from being severely tested and held accountable for not living up to the responsibility reposed on us by the Creator, both in this World and the Hereafter.

There is a need for us to stop and reflect. It is easy for us to feel victimised and develop a siege mentality. We feel so frustrated at the unfairness of it all and as a result we tend to fight back with all our might in an effort to dispel the wrong notions people have about our great religion. There are many from among us who have taken to writing articles, organising seminars and creating platforms for interfaith dialogue and a lot more. One has to say this is good and I am sure it is also helping somewhat in offsetting the stereo typing of the Muslims. Awareness about Islam is growing by the day and statistics show there are more and more people embracing Islam. Amazingly this is happening at a time when Islam is at its weakest and is generally perceived as a backward and unorganised community.

We have to admit that as a Muslim community, we have seldom felt the need to question ourselves. We are rarely willing to look inward and certainly unwilling to give the benefit of doubt to others for their erroneous perceptions about Islam and Muslims. The best of our efforts today are directed towards explaining how we are not any of those things that they perceive us to



By Bashir Nuckchady

be, rather the need is to show why we are none of those things people associate with us.

When we say, we are the best of people; we argue that it is so because Allah has said so, whereas the need is to demonstrate our superiority by emitting an Islamic character that is based on Islamic values, namely, honesty, integrity, truthfulness, uprightness and trustworthiness. When we say, Islam is a religion perfected by Allah, hence the best religion; we again make the point that Allah has said so, whereas the need is to show the world the enormous benefit there is in Islam.

In this age of Information Communication Technology, there are more and more people who have become aware of Islam as a religion. Unfortunately, the reasons of Islam being a superior religion has become a cause for more and more people embracing Islam but at the same time leaving a larger number of otherwise unconcerned people with a hostile attitude towards it.

## The industrial Israeli killing machine: Erasing hope in Gaza

“If Jesus were born today, he would be born in Gaza under the rubble”, said Pastor Isaac in the Evangelical Lutheran Church in the West Bank city of Bethlehem, the birth city of Jesus Christ. Its equivalent in the West would be “We are all Palestinians”.

The industrial Israeli killing machine is in action again after a brief lull. The rubble has to be pounded to dust. Or is it making double sure that the Palestinians are eradicated without any chance of reproduction? It looks like it. Doctors, engineers and professionals are targeted to paralyse the economy - the infrastructure, like roads, hospitals, schools, dams and homes are erased to give no hope of return; libraries are bulldozed to kill the collective memories and children and women are targets to leave no hope for reproduction. Pressures are exercised, without effect, on neighbours, especially Egypt, to house the remaining lives not yet subjected to meat grinding Israeli butchers. The situation is so desperate that the UN Secretary General has announced the activation of UN Clause 99 to tackle the Middle East situation.



The majority of world nations have condemned Israel for its barbarity. Among the few who look the other way or support murderers of children are notoriously the Arab World leaders. How come that the Arab Heads of States, defenders of the faith, talk proudly about the noble teachings of the Quran and miss the obvious? The Arab Streets are making their voices heard loud and clear but their voices are drowned by their army beholden to the powers that be. The explanation for that seems to evade ordinary observers: to understand the dilemma, just think what happened when Russia offered its oil at discounted prices. Under pressure, the French President and the German Chancellor, representing the top powerful Western European governments, acted against their countries' interest, closed their eyes to the destruction of Nord Stream and paid for their petroleum at double the price offered by the Russians with the dramatic result that people relying on food banks in France and Germany could not afford re-heating their food before consumption as they could not afford to pay the energy bill.

The dependence of the Arab Nations on foreign interests has been compounded by successive leaders; monarchs especially have traded their independence for security of tenure of power. The rich have invested their petro-dollars in foreign capitals that pull the strings. If they dare to open their mouths, their investments would disappear into thin air. This is the dilemma facing the Middle East potentates. Just ask the Russians and the Iranians. Circumstances have created Fidel Castro, Hugo Chavez and Ahmadinejad. Will the lives of Arab women and children create HE MEN Arab Kings?

■ Dawood Aulear

### Journée Internationale des personnes en situation de handicap

## Le 'Muslim Ladies Council' rend visite à Hafiz Muhammad Anas

Le 'Muslim Ladies Council' a rendu visite à Hafiz Muhammad Anas, un jeune étudiant du collège Royal en situation de handicap, dans le contexte de la Journée Internationale des personnes en situation de handicap, ce 3 décembre, à son domicile à Triolet.

Selon la présidente du MLC, Mariam Goodur, cette journée rappelle la nécessité d'agir pour que les personnes en situation de handicap puissent réaliser leur plein potentiel. Elle vise également à promouvoir la compréhension des questions de handicap, et à mobiliser le soutien pour la dignité, le droit et le bien-être de ces personnes.

Muhammad Anas, Hafiz ul Quran, élève du Collège Royal âgé de 19 ans, vient de prendre part aux examens de HSC. Anas a toujours été un élève brillant. Au collège Royal de Port Louis, il a intégré le club de 'Youth Leadership Associated with Toast Master', qui a comme objectif la promotion du développement personnel. Durant son temps libre, il aime conduire sa voiture et faire le tour de l'île.

En tant qu'Hafiz ul Quran, Anas révise les versets sacrés quotidiennement, et a conduit le taraweeh à sa résidence durant la pandémie. Il aime beaucoup les Sourah 'Al Baqarah' et 'An Nisa',

et a expliqué à Mariam Goodur que la première nous apporte tout ce dont on a besoin pour vivre, comme par exemple la guidance, et est un remède sur tous les aspects. Quant à la Sourah Nisa, le contenu est axé sur les droits de la femme.

Anas souhaite faire un degré en Finance à l'Université de Maurice, pour ensuite s'enregistrer pour un 'Masters' à l'extérieur. Selon la présidente du MLC, le gouvernement devrait accorder une bourse spéciale aux étudiants brillants en situation de handicap comme Anas. Mariam Goodur a également remis un présent au jeune homme.

# Quatre ans de suspension requis contre **Paul Pogba** pour dopage

Quatre ans de suspension ont été requis jeudi par le parquet antidopage italien contre le milieu international français de la Juventus Turin Paul Pogba, testé positif à la testostérone en août, a indiqué à l'AFP une source au sein du club turinois.

«Je peux confirmer que nous avons reçu ce (jeudi) matin cette notification de l'autorité antidopage, avec quatre ans (de suspension) requis», a déclaré à l'AFP cette source, confirmant des informations de médias italiens.

Ce réquisitoire est conforme à la peine maximale encourue par Paul Pogba selon le Code mondial antidopage. Une telle suspension peut toutefois être réduite de moitié si le Français démontre une non-intentionnalité. Elle peut même être limitée à quelques mois si l'usage de la substance a eu lieu «hors compétition et n'est pas liée à son niveau de performance».

Le champion du monde 2018, âgé de 30 ans, a été contrôlé positif en août, à l'occasion du match entre Udinese et la Juventus, rencontre de la première journée du championnat italien qu'il

n'avait pas disputée.

Moins d'un mois après sa suspension à titre provisoire le 11 septembre par l'agence italienne antidopage (Nado), Pogba avait appris que l'analyse de son échantillon B confirmait la présence de métabolites de testostérone.

Pour expliquer ce contrôle antidopage positif, l'entourage de «La Pioche» a fait savoir en septembre que les métabolites de testostérone proviendraient d'un complément alimentaire prescrit par un médecin que le joueur a consulté aux Etats-Unis.

Une année et demie de cauchemar

Depuis l'annonce de son contrôle positif, Pogba ne peut plus s'entraîner avec la Juventus Turin. Le club piémontais, où il est revenu en juillet 2022 après six saisons à Manchester United, a suspendu le versement de son salaire estimé à 8 millions d'euros par an jusqu'en 2026.

Cette affaire de dopage est l'ultime contre-coup d'une année et demie



cauchemardesque pour Pogba.

Sur les terrains, il n'a fait la saison dernière que dix apparitions sous le maillot de la Juve, en raison notamment d'une blessure au ménisque du genou droit, dont il a fini par se faire opérer en septembre. Trop tard pour que le buteur en finale de la Coupe du monde 2018 puisse disputer le Mondial-2022 au Qatar.

## Vinicius s'est fixé une date de retour

Bonne nouvelle pour le Real Madrid. Absent des terrains depuis près de trois semaines, Vinicius Junior s'est entraîné ce jeudi avec le ballon et espère faire son retour au début de l'année 2024.

Bonne nouvelle pour le Real Madrid. Vinicius Jr. a franchi une nouvelle étape dans sa guérison après une rupture du biceps fémoral de la jambe gauche, avec atteinte du tendon discal.

L'ailier brésilien s'est entraîné avec un ballon ce jeudi matin à Valdebebas et l'on s'attend à ce qu'il revienne sur le terrain au début de l'année prochaine pour la demi-finale de la Supercoupe d'Espagne contre l'Atlético Madrid (10 janvier, à 20 heures) à Riyad, en Arabie Saoudite.



Pour rappel, le numéro 7 du Real s'est blessé en novembre lors de la défaite du Brésil en Colombie (2-1).

Aurélien Tchouaméni a également effectué des exercices avec le ballon lors de la séance d'entraînement de ce jeudi, à la fois sur la ligne de touche et avec le reste de ses coéquipiers.

## Le Real Madrid félicite Endrick pour son titre avec Palmeiras

Le Real Madrid a félicité Endrick pour avoir remporté le titre de champion du Brésil avec Palmeiras. Bien que son transfert soit déjà bouclé, il ne rejoindra la capitale espagnole qu'à sa majorité, c'est-à-dire en juin 2024.

Palmeiras a remporté mercredi son deuxième titre de champion du Brésil consécutif et le 12e de son histoire grâce à son match nul (1-1) contre Cruzeiro, mais, surtout, à l'effondrement surprise de Botafogo, qui a laissé échapper le trophée après avoir été en tête pendant 31 journées.

Le Real Madrid a félicité Endrick, qui rejoindra l'équipe à la fin de la saison



2023-24, et s'est dit «très fier» de l'attaquant, qui a marqué un nouveau but lors du dernier match du Verdao.

«Félicitations, Endrick, pour ton deuxième Brasileirao consécutif. Ton but lors du dernier match a permis à ton équipe, Palmeiras, de remporter un titre bien mérité. Nous

sommes très fiers de toi», peut-on lire sur le compte X (ex-Twitter) du club espagnol. Après un début d'année difficile, l'attaquant de 17 ans a retrouvé son niveau lors de la dernière ligne droite de la saison et a terminé le Championnat avec onze buts inscrits en 31 matches.

## Amad Diallo de retour à l'entraînement, cinq mois après sa blessure

Blessé pendant la pré-saison, l'Ivoirien Amad Diallo a repris le chemin de l'entraînement cette semaine avec Manchester United.

L'ailier de Manchester United, Amad Diallo, a repris l'entraînement après s'être remis d'une longue blessure au genou. Le joueur de 21 ans n'a pas encore joué avec son équipe cette saison après s'être blessé au genou lors d'un match amical de pré-saison en juillet. L'international ivoirien, qui a rejoint Old Trafford en provenance de l'Atalanta en janvier 2021, a passé la saison dernière en prêt à Sunderland (Championship), où il a inscrit 14 buts en 42 matches.





## Guardiola admet que Manchester City est "en difficulté"

Il est clair que Manchester City traverse une mauvaise passe, mais Pep Guardiola ne veut pas s'alarmer et préfère rester optimiste.

Pep Guardiola a reconnu que son équipe était «en difficulté» ces dernières semaines et qu'il lui appartenait de l'aider à retrouver le chemin de la victoire après la défaite contre Aston Villa (1-0), mercredi.

«Nous avons eu du mal, surtout en première mi-temps, et la deuxième mi-temps a été complètement différente. Nous savons quel est notre niveau et, en tant qu'entraîneur,

nous devons trouver le moyen de gagner des matches. Nous avons un peu de mal. Je suis là pour les aider», a-t-il déclaré en conférence de presse après la rencontre.

Le champion d'Angleterre enchaîne quatre matches de Premier League sans victoire pour la première fois depuis avril 2017, après avoir fait match nul face à Chelsea, Liverpool et Tottenham avant de perdre sur la pelouse d'Aston Villa.

Manchester City est désormais quatrième au classement, à six points du leader Arsenal.

## FIA, FOM, écuries : les enjeux politiques de l'affaire Wolff

L'enquête lancée par la FIA à l'encontre de Toto et Susie Wolff pour un éventuel conflit d'intérêts a provoqué un bouleversement du paysage politique de la Formule 1. La manière dont l'affaire va se régler pourrait donner une idée de ce que réserve l'avenir aux écuries, à la FIA et à FOM.

On dit souvent que rien ne rassemble autant un groupe de personnes qu'un ennemi commun. L'union qui peut naître lorsque toutes les parties visent la même cible peut s'avérer très puissante. C'est pourquoi la dynamique en constante évolution entre les écuries de F1 d'une part, et la FIA et Formula One Management d'autre part, est fascinante à observer depuis des décennies. À titre d'exemple, Bernie Ecclestone, longtemps patron de la Formule 1, a dû diviser les écuries pour éviter de devenir leur ennemi commun. Il savait qu'il pourrait mieux régner si elles s'opposaient les unes aux autres plutôt que de se liguier contre lui.

À l'heure actuelle, la situation en F1 est complètement inverse. Même si la compétition reste acharnée, les écuries sont unies, peut-être plus que jamais auparavant. Le fait de s'être serré les coudes pour traverser la crise du Covid tout en instaurant un plafonnement budgétaire fait que la quête d'argent n'est plus une question de survie pour une écurie, et recentre l'essentiel des combats sur la piste plutôt qu'au sein du paddock. Et c'est exactement ce qu'il faut.



Cependant, la situation a évolué de manière critique cette semaine, à la suite de la décision prise par la FIA d'enquêter sur Toto Wolff et son épouse Susie, soupçonnés de conflit d'intérêts. La FIA a clairement indiqué qu'elle agissait après des plaintes formulées par des directeurs d'écurie, et il y avait tout lieu de s'attendre à ce que des divisions émergent au sein de la grille. Toutefois, il n'a fallu que 24 heures pour que le contraire se produise, avec une manifestation de soutien sans précédent au couple Wolff, et des déclarations publiques de toutes les écuries montrant que les allusions de la FIA à des plaintes de leur part étaient fausses.

## La FIA renonce à toute enquête visant Toto et Susie Wolff



Deux jours après avoir évoqué des soupçons visant Toto et Susie Wolff, la FIA annonce ne plus avoir d'inquiétudes sur le sujet et ne pas ouvrir d'enquête.

Une tempête dans un verre d'eau, mais qui pourrait laisser des traces durables... Le temps le dira. Toujours est-il que ce jeudi soir, 48 heures après avoir annoncé que son Département Conformité allait "étudier" un soupçon de conflit d'intérêts visant sans les nommer Toto et Susie Wolff, la FIA indique mettre fin à cette procédure et classer l'affaire sans suite.

L'instance internationale, se disant préoccupée par de possibles échanges d'informations entre le promoteur de la Formule 1, Liberty Media, et un directeur d'écurie, avait réagi avec son intention de faire la lumière sur ce dossier. Il visait plus précisément le couple Wolff, Toto Wolff étant directeur de l'écurie Mercedes, tandis que son épouse Susie Wolff est directrice générale de la F1 Academy.

L'annonce de l'ouverture d'une enquête a provoqué des réactions cinglantes de Liberty Media dès mardi soir, puis de l'écurie Mercedes et de Susie Wolff en personne. Mercredi, ce sont toutes les écuries de la grille qui ont publié un communiqué commun, chacune affirmant n'avoir jamais formulé la moindre plainte

quant à ce possible échange d'informations sensibles entre Toto et Susie Wolff. Une unité et un front commun qui ont marqué les esprits, dans un contexte de défiance de plus en plus perceptible envers le président de la FIA, Mohammed Ben Sulayem.

"Ayant passé en revue le Code de conduite F1 de Formula One Management et sa Politique sur les conflits d'intérêt en F1, et à la suite de la confirmation de mesures protectrices appropriées en vigueur pour limiter tout conflit potentiel, la FIA est convaincue que le système de gestion de la conformité de FOM est suffisamment fiable pour empêcher toute diffusion non autorisée d'informations confidentielles", indique jeudi soir la FIA dans un communiqué.

La fédération internationale précise par ailleurs qu'aucune enquête à proprement parler n'a été ouverte, et que le besoin ne s'en fait donc plus ressentir : "La FIA est en mesure de confirmer qu'il n'y a pas d'enquête en cours concernant quiconque, que ce soit d'un point de vue éthique ou disciplinaire".

"En tant qu'instance dirigeante, la FIA a pour devoir de maintenir l'intégrité du sport automobile à l'échelle mondiale", conclut le communiqué. "La FIA réaffirme son engagement pour l'intégrité et l'impartialité."

## Ten Hag après la victoire contre Chelsea : "Nous allons dans la bonne direction"



Après la victoire contre Chelsea en Premier League mercredi, Erik ten Hag s'est dit satisfait de ce résultat, affirmant que son équipe "va dans la bonne direction".

Erik ten Hag a déclaré que Manchester United n'est pas et n'a jamais été en crise, affirmant que son équipe va dans la bonne direction après sa victoire contre Chelsea (2-1), mercredi soir.

"En crise ? Non. Nous restons calmes, nous regardons le processus et nous savons où nous devons construire. Nous allons dans la bonne direction. Nous ne nous laissons pas distraire par les critiques autour de nous, mais nous sommes très critiques envers nous-mêmes. Nous devons nous améliorer considérablement si nous voulons réussir, mais cette équipe est capable de réussir", a-t-il dit, en conférence de presse après le match.

Ten Hag a été critiqué ces dernières semaines en raison de l'irrégularité de son équipe, mais il a affirmé que MU progressait. Ce résultat contre les Blues permet à Manchester United de se hisser à la sixième place, à seulement trois points de Manchester City, qui occupe la quatrième place.

## F1 et FIA vont s'intéresser de près à la technologie hydrogène

La Formule 1, la FIA et l'Extreme H ont annoncé la formation d'un Groupe de Travail sur l'Hydrogène.

Alors que l'avenir de l'industrie automobile est plus que jamais au cœur de la réflexion des constructeurs

mais également des instances sportives, la F1, la FIA et l'Extreme H, championnat dérivé de l'Extreme E, ont annoncé la création d'un groupe de travail sur l'hydrogène qui débutera ses travaux à l'horizon avant la première saison du championnat tout-terrain en 2025.

Le but de ce groupe sera d'évaluer comment la technologie hydrogène, qu'il s'agisse de systèmes de batteries ou de piles à combustible, peut être utilisée dans le cadre des sports mécaniques, avec un accent mis sur les questions de transport et d'infrastructure.

La Formule 1 y sera représentée par son leader technique, Pat Symonds, la FIA par son responsable monoplace, Nikolas Tombazis, et l'Extreme H par le directeur technique de l'Extreme E, Mark Grain.



## Vers de nouvelles directives FIA sur la collaboration entre écuries

La FIA prévoit de communiquer de nouvelles directives prochainement afin d'assurer qu'aucune collaboration entre des écuries de Formule 1 n'enfreint la réglementation.

Ces dernières semaines, les collaborations entre écuries soulèvent à nouveau le débat, compte tenu de la manière dont AlphaTauri a grimpé dans la hiérarchie grâce à ses liens étroits avec Red Bull Racing. À l'aube d'une saison 2024 où la petite Scuderia compte utiliser bien davantage de pièces clientes produites à Milton Keynes, certaines équipes s'inquiètent de l'avantage que les deux teams au taureau pourraient tirer d'un partenariat si étroit.

Consciente des risques en question, la FIA affirme que ses vérifications sont suffisamment solides pour éviter toute attitude fâcheuse, d'autant que les écuries qui collaborent ouvertement sont surveillées de près.

Interrogé sur le cas Red Bull/AlphaTauri, Nikolas Tombazis fait savoir que l'analyse des deux monoplaces ne montre rien d'inquiétant. "Nous menons des vérifications bien plus attentives concernant les écuries qui sont



proches les unes des autres que pour les équipes complètement indépendantes, précisément pour assurer que ceci ne se produise pas", indique le responsable monoplace de la FIA. "C'est une préoccupation – non seulement entre les deux écuries mentionnées mais aussi entre d'autres paires d'équipes."

"Nous estimons qu'AlphaTauri, dans ce cas précis, a des solutions aérodynamiques relativement différentes de l'autre entreprise, et nous ne pensons pas qu'il y ait le moindre signe d'une collaboration directe. Clairement, ils travaillent dur et ils ont fait un pas en avant. Mais je ne pense

pas que l'on puisse dire que c'est grâce à une collaboration."

"Cela dit, la collaboration – ou le fait de s'assurer que rien de tel ne se produit – fait partie de ce qui est compliqué dans la surveillance des écuries. Nous devons faire des contrôles et assurer que toutes ces équipes soient bien séparées, etc. Et nous allons très bientôt communiquer de nouvelles directives afin d'apporter davantage d'informations aux écuries sur la manière dont elles peuvent nous convaincre que rien de tel n'existe. Nous ne sous-estimons pas ce défi, c'est l'une des difficultés que nous avons."

## Le travail aéro sur les F1 2026 formellement interdit avant 2025

La FIA a officiellement interdit les tests aérodynamiques dédiés à la future réglementation de la Formule 1 jusqu'au 1er janvier 2025.

Adoptée par la Commission F1 avant le Grand Prix d'Abu Dhabi, l'interdiction de travailler dès l'année prochaine sur l'aérodynamique de la future réglementation 2026 au sein des écuries de Formule 1 a été entérinée par la FIA. Elle proscrie tout test en soufflerie mais aussi en CFD (mécanique des fluides numérique) avant le 1er janvier 2025, reprenant une proposition qui avait déjà été appliquée avant l'instauration de la réglementation technique 2022.

Le cycle réglementaire 2026 reste à l'étude et les textes doivent encore être finalisés, mais les écuries ont déjà une bonne compréhension de la direction qui sera empruntée. L'objectif de la mesure s'inscrit non seulement dans une logique



de maîtrise des coûts, mais également dans une volonté de voir les écuries respecter le même timing. Le Règlement Sportif de la Formule 1 a donc été modifié et ratifié par le Conseil Mondial du Sport Automobile, réuni cette semaine à Bakou.

"Afin d'empêcher des essais visant à développer pour la saison 2026, les tests restreints en soufflerie (RWTT) du 01/12/2023 au 01/01/2025 ne peuvent se faire qu'en utilisant un modèle réduit qui se conforme grandement aux réglementations techniques F1 2023, 2024 ou 2025", précise le texte.

"À l'exception des essais sur banc visant à développer les éléments du système de freinage avec un minimum de conduits d'air, et à condition que ces essais ne concernent pas simultanément (ou ne fournissent d'aucune façon des données ou des connaissances accessoires sur) la performance ou l'endurance de pièces ou de systèmes considérés comme de la carrosserie, aucun test en soufflerie ne peut être effectué en utilisant une géométrie de voiture partiellement ou entièrement conforme et/ou dérivée des projets et/ou des versions publiées de la réglementation F1 2026, ou des géométries et concepts de carrosserie 2026 proposés par la FIA."

Un paragraphe similaire interdit de la même manière les essais en CFD pour toute la même période. En revanche, les écuries sont autorisées à mener du travail de recherche et développement pour 2026 s'il n'entre pas dans le cadre des restrictions liées à l'aéro (RWTT).

Premier League

# Les Citizens en déplacement à Luton Town

Luton Town sera opposé à Manchester City, son adversaire du jour, dans le cadre de ce duel de Premier League qui aura lieu dimanche.

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera au Kenilworth Road (Luton) sera donné le dimanche 10 décembre 2023 à 15h. Avant la rencontre, Luton est classé à la 18ème place du Championnat d'Angleterre et Manchester City à la 4ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 24 fois depuis 1955, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Manchester City le samedi 15 février 1992 (Championnat d'Angleterre - 29e journée : 4-0).

Suite à sa défaite 3-4 face à Arsenal en Premier League, lors de sa dernière confrontation, Luton Town essaiera de s'imposer cette fois-ci.

Lors du match précédent, Luton Town affichait un taux de possession de balle de 33% et 6 tentatives de tir au but dont 4 cadrés. Du côté de Luton Town, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Gabe Osho (25'), Elijah Adebayo (49') et Ross Barkley (57'). Dans le camp adverse, Arsenal, a obtenu 23 tentatives de tir au but dont 9 cadrés. Gabriel Martinelli (20'), Gabriel Jesus (45'), Kai Havertz (60') et Declan Rice (97') a marqué pour Arsenal.

Ces derniers temps, Luton Town a très rarement gardé sa cage inviolée. En réalité, on s'aperçoit que Luton Town n'a pas réussi à empêcher ses adversaires de marquer lors de 6 de ses 6 rencontres précédentes, offrant 13 buts au cours de cette période.

Après avoir essuyé une défaite lors de son dernier match contre Aston Villa en Premier League, Manchester City essaiera de s'imposer lors de ce nouveau déplacement.

Lors de la rencontre précédente, Manchester City avait enregistré un taux de possession de balle de 54% et 2 tentatives de tir au but dont 2 cadrés. Dans le camp adverse, Aston Villa, a eu 22 tirs au but dont 7 cadrés. Leon Bailey (74') a inscrit un but pour Aston Villa.

Lors des six rencontres précédentes, Manchester City a inscrit 20 buts en tout. Manchester City a également ajouté des buts à son compteur à chacune de ces occasions. Au cours de ces affrontements, la défense a en outre laissé filer 11 buts. Évidemment, cette règle pourrait ne pas être maintenue lors de ce rendez-vous.

Avant cette confrontation, Manchester City n'a pas gagné en déplacement lors de ses 2 matchs précédents de championnat.

Si on examine leurs rencontres récentes, en remontant jusqu'au 17/11/1990, on s'aperçoit que Luton Town a gagné 0 fois au cours de ces matchs, Manchester City a enregistré 3 succès et le nombre de nuls était de 3.

En faisant les comptes, les deux clubs ont fait grimper le marquoir à 19 buts en ce laps de temps, répartis comme suit : 5 pour Luton Town et 14 pour le compte de Manchester City. En faisant nos calculs, on obtient une moyenne de 3.17 buts par match.

Avant cette rencontre Rob Edwards, l'entraîneur de Luton Town, part l'esprit tranquille en ce qui concerne la condition physique de ses joueurs étant donné qu'il peut aligner une équipe complètement au top.

L'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, a dû écartier pas mal de joueurs. Zack Steffen et Kevin De Bruyne ne pourront pas disputer ce match.

